La scénographie de la déviance dans les scrutins politiques

La violence comme phénomène électoral d'ici et d'ailleurs

Joseph-Marie Zambo Belinga

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/6739>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.6739

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 7 mars 2007

Pagination : 29-63

ISBN : 978-2-7132-2138-5

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Joseph-Marie Zambo Belinga, « La scénographie de la déviance dans les scrutins politiques », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 185 | 2007, mis en ligne le 07 mars 2010, consulté le 10 décembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/6739> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.6739>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

© Cahiers d'Études africaines

La scénographie de la déviance dans les scrutins politiques

La violence comme phénomène électoral d'ici et d'ailleurs

Joseph-Marie Zambo Belinga

- 1 Appréhendée à partir d'appréciations nées de la réflexion portant sur le processus électoral au Cameroun, la pratique électorale nationale se voit affectée d'un coefficient de négativité suffisamment élevé. Depuis l'avènement du pluralisme politique en décembre 1990, l'un des axes prioritaires des quelques travaux déjà effectués sur les élections au Cameroun a consisté en la récusation de la pratique électorale qu'elle accuse de tergiverser quant à l'adoption définitive d'une option consacrant une orientation transparente du processus électoral et de donner plutôt libre cours à l'enracinement de l'expression de comportements électoraux. Ces derniers favorisent, entre autres, fraudes, manipulations des résultats des scrutins, pressions multiples sur les électeurs et canalisation de la souveraineté du peuple, corruption, parti pris des pouvoirs publics en faveur du parti au pouvoir. En un mot, ils instaurent le règne de l'opacité dans les règles du jeu électoral. Un rapide examen des travaux portant sur les élections qui se sont tenues au Cameroun depuis le 1^{er} mars 1992 montre que cette thématique domine largement les débats portant sur cet objet politique, débats entretenus au niveau des microcosmes politique et scientifique nationaux. Cette observation ne manque pas de crédit au niveau de l'opinion publique telle qu'elle est restituée par les journaux qui relaient, en la matière, les positions d'une frange importante des acteurs de la scène politique.
- 2 Si nous portons d'abord notre regard sur la recherche, il est aisé de constater que le débat sur la dénaturation ou l'oblitération de la pratique électorale par les acteurs de la société politique camerounaise de l'ère du pluralisme politique nourrit l'essentiel des travaux des chercheurs. Paul Nkwi et Antoine Socpa (1997 : 138-149) prétendant mettre en relief, au travers d'une démarche se voulant « scientifique », l'orientation péremptoirement ethnique qu'auraient adoptée la quasi-totalité des partis politiques nés à la suite de la réinstauration du pluralisme politique au Cameroun, tentent de développer une explication du comportement électoral en l'insérant dans la logique des seules affinités

ethniques et régionales. Ce schéma de saisie du vote (qui a servi à la construction des espaces vite érigés en fiefs des partis politiques) laisse transparaître de façon implicite, l'absence de liberté de choix de l'électeur condamné à reproduire des choix électoraux imposés par son groupe d'appartenance. En d'autres termes, il met en relief une certaine « clochardisation » de la pratique du vote par des acteurs endogènes, laquelle aboutit à l'accaparement et la confiscation des voix des populations par une sorte de conscience collective fondamentalement oppressive. Cette approche de l'électeur camerounais qui transparaissait déjà dans les travaux de Luc Sindjoun (1994a ; 1997 : 89-121), trouvera sa conceptualisation la plus « raffinée » dans un article d'Hélène-Laure Menthong (1998 : 40-52). La substance de ces travaux met en relief le processus de domestication et d'appropriation de l'élection au travers d'une prétendue mobilisation unanimiste des ethnies au profit des candidats ou des partis politiques auxquels elles apporteraient leur soutien. Cette réalité ôte ainsi au vote, ce qu'il a d'essentiel, à savoir acte d'affirmation et de manifestation de la citoyenneté individuelle.

- 3 À côté de cette première vague, les différentes polémiques consécutives aux imperfections et autres attermoissements que la tenue des scrutins génère depuis 1992 sont ressassés dans deux ouvrages dont l'un, *Collectif « Changer le Cameroun »* (1993), analyse principalement l'élection présidentielle anticipée du 11 octobre 1992 en montrant qu'elle fut marquée du sceau de fraudes massives au profit du candidat du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), parti au pouvoir. L'autre, *Service œcuménique pour la Paix et la Promotion humaine* (1998), présente un rapport assez étoffé des scrutins législatif et présidentiel de 1997. Ses conclusions, bien que n'étant pas, à l'image de celles du premier ouvrage, trop tranchées, affichent néanmoins une réelle proximité vis-à-vis de celles-là. Avant de mettre un terme à cette démarche préalable qui vise à mettre en relief la concentration de la réflexion portant sur les élections au Cameroun sur le thème de la débauche de la pratique électorale, il nous faut rapidement signaler deux autres travaux : l'un d'Antoine Socpa (2000 : 91-108) et l'autre de Luc Sindjoun (1994b : 21-69). Dans le premier, l'auteur revient sur la question de la liberté de l'électeur que les entrepreneurs politiques entreprennent de noyauter en période de campagne électorale en lui offrant des dons dans le souci de marchander son suffrage. Le second, quant à lui, nous plonge dans la problématique de la neutralité de l'administration qui a en charge la préparation et l'organisation matérielle des élections ainsi que toutes les autres institutions de l'État impliquées dans les opérations électorales et précisément les responsables qui en ont la charge en cette période décisive de la démocratie. C'est dans cette posture que l'auteur analyse le rôle qu'a joué la Cour Suprême en 1992 au travers d'un arrêt pris dans un esprit de « ponce-pilatisme » délibéré, lequel portait publication des résultats de l'élection présidentielle anticipée du 11 octobre 1992.
- 4 Si nous portons ensuite notre regard sur le discours produit par l'ensemble de la strate politique nationale sur le processus de démocratisation en cours dans le pays, force est également de constater que la question de la perversion de la pratique électorale constitue le point d'achoppement des débats entretenus par les leaders politiques d'une part. Et, d'autre part, le fondement de la permanente conflictualité électorale dont la matérialisation juridique, après la tenue de chaque scrutin, est le volumineux contentieux électoral¹ enclenché au niveau de la Cour Suprême par les partis en compétition. En effet, la configuration de l'interaction politique entre opposition et majorité au pouvoir de l'ère de la démocratisation au Cameroun laisse observer deux groupes d'acteurs politiques qui s'accrochent sur la question de la transparence électorale. Si les griefs d'obstruction

délibérée des règles du jeu électoral au profit du parti au pouvoir, portés par l'opposition au pouvoir en place bénéficient d'un coefficient de crédibilité élevé, eu égard au monopole que les administrations publiques détiennent encore (malgré la création en 2000, d'un Observatoire national des élections dont les missions semblent se réduire en une surveillance indolente du processus électoral) sur l'organisation concrète des élections, la majorité au pouvoir n'hésite pas, elle aussi, à accuser l'opposition d'être actrice active de la perversion électorale lorsque les circonstances ou l'environnement le lui permettent. C'est dans ce climat d'inter-accusation des entreprises politiques que les différents scrutins, organisés depuis celui fondateur du 1^{er} mars 1992, se préparent et se déroulent. En 1992, cette suspicion a conduit, *a priori*, le SDF à refuser de participer aux premières élections législatives de l'ère du pluralisme politique.

- 5 La conviction selon laquelle la pratique électorale est pervertie n'est pas uniquement partagée par des acteurs de la seule sphère du microcosme politique. Elle structure aussi les imaginaires collectifs que non-acteurs et autres observateurs de celui-ci construisent sur la société politique en général et le processus de démocratisation dans son versant élection en particulier. Dans cette catégorie, des entités telles que les églises, la presse écrite « privée » qui, aujourd'hui, apparaissent comme la fondation d'une société civile embryonnaire, travaillent à l'enracinement, au sein de l'opinion publique (ou ce qui en tient lieu), de l'image d'un processus électoral travesti du fait de la volonté des entrepreneurs politiques.
- 6 La place de choix qu'occupe cette thématique de l'opacité électorale au Cameroun est donc l'étincelle de laquelle a jailli cette réflexion. Face à la densité et à l'acuité des débats portant sur les fraude, corruption, manipulation, pression et violence qui affectent quotidiennement la pratique électorale et donnent, une deuxième fois, de l'actualité à des travaux parus il y a vingt-sept ans (Hermet *et al.* 1978), mais qui étudiaient alors des élections organisées dans un environnement politique différent, notre démarche a consisté à nous poser la question de savoir si l'opacité et la perversion électorales constituaient une singularité de la pratique électorale du pays ? Pour répondre à cette interrogation, nous avons opté pour une investigation transversale. Le choix de la démarche comparatiste s'avérait opératoire pour nous parce que seul le comparatisme nous permet d'envisager une réponse sortant d'une posture sédentaire et prospectant, pour se construire, d'autres aires politiques différentes. Car, il nous fallait bien effectuer une sortie de la société politique camerounaise afin d'investiguer sur d'autres aires culturelles et politiques.
- 7 Pour pourvoir à cette exigence, notre choix s'est porté sur les sociétés politiques considérées comme démocratiquement « avancées », c'est-à-dire celles qui, en la matière, sont souvent présentées comme des modèles. Notre conviction, en adoptant cette démarche, est qu'elles seules, eu égard à leur longue expérience dans le domaine de l'organisation des scrutins, sont à même de nous fournir des schémas d'analyse comparative pertinents, compte tenu de la présence en leur sein d'une sorte de mémoire politique que l'histoire de l'organisation des élections leur a forcément léguée. Compte tenu des nombreux liens historiques qu'elle a noués avec le Cameroun d'une part et surtout de la documentation dont nous disposions d'autre part, notre choix s'est porté sur la France. Confronté à la densité du phénomène d'opacité, notre comparaison concernera uniquement le compartiment violence électorale. Ce choix obéit au seul critère de délimitation de l'objet étudié.

- 8 Pour construire notre comparaison, nous avons investigué sur l'histoire politique de l'organisation des scrutins politiques en France. L'histoire politique de ce pays, laquelle nous sert de socle de comparaison, nous a été fournie par deux catégories de travaux dont cinq ouvrages (Charnay 1964 ; Huard 1991 ; Garrigou 1992 ; Gaxie 1985 ; Rosanvallon 1992) et cinq articles : Michel Offerlé (1993 : 29-53) ; Alain Garrigou (1988 : 22-45, 1992 : 5-42) ; Yves Déloye et Olivier Ihl (1993 : 75-96) et Olivier Ihl (1993 : 30-60). C'est en effet le contenu de ces travaux que nous avons comparé avec celui de deux autres portant sur le Cameroun (Collectif « Changer le Cameroun », 1993 ; Service œcuménique pour la Paix et la Promotion humaine, 1998) d'une part, mais aussi et surtout avec des comportements d'acteurs politiques que notre propre observation du processus électoral national nous a permis de relever, ainsi que des entretiens que nous avons eus avec les populations au cours d'enquêtes de terrain menées dans le sud du pays (précisément dans les villes d'Ebolowa et Sangmelima en août 1998 et novembre 2002) et le nord-ouest (Bamenda) en novembre 2002, d'autre part. La préoccupation essentielle de la démarche a consisté à rechercher les traces de la violence électorale, telle qu'elle s'exprime aujourd'hui au Cameroun, dans les vieilles démocraties. Cette investigation nous a conduit à relever de profondes similitudes entre les pratiques de violence électorale qui structurent les épisodes électoraux dans le pays et celles ayant marqué l'histoire des scrutins politiques organisés en France du XVIII^e au XX^e siècle².
- 9 La violence électorale est caractérisée par une conflictualité s'exprimant sous forme d'épisodes d'inimitié et d'animosité opposant soit des entrepreneurs politiques concurrents, soit leurs partisans. Ses deux principales formes d'aboutissement sont les affrontements physiques ou verbaux de ceux-ci aussi bien pendant la campagne électorale, le déroulement du scrutin que lors de la proclamation de ses résultats. Par elle, il faut entendre le fait, pour une entreprise politique, ses militants et sympathisants, un candidat à une élection ou ses partisans et relais, d'entreprendre en direction d'une ou des autres entreprises politiques concurrentes, d'un ou de ses concurrents, ses ou leurs électeurs supposés, voire de l'électorat tout simplement, des actes d'intimidation ou de brutalité physique ou verbale (excès de langage, injures) visant à les discréditer ou à saper leur légitimité politique (lorsque ces actes visent les concurrents) et les contraindre (les électeurs supposés des concurrents ou l'électorat en général) à voter pour soi ou pour le parti supporté. Son expression, lors du déroulement des étapes d'un scrutin, est faite de confrontations et d'affrontements parfois ouverts des différents camps politiques prenant part à cette élection.
- 10 L'analyse et la comparaison de ces formes d'expression dans les deux aires politiques qui nous intéressent et que nous allons effectuer se focalisent sur deux repères essentiels : la violence physique qui est aussi matérielle et la violence verbale et symbolique immatérielle. Nous commencerons par recenser, en recourant aux travaux français, les épisodes d'expression de ces types de violence qui ont marqué les scrutins politiques de la France au cours des deux derniers siècles. Ce travail effectué, le second moment de notre réflexion entreprendra de détecter les comportements similaires que connaît la société politique camerounaise de l'ère de la démocratie.
- La violence dans les scrutins politiques français des deux derniers siècles
- 11 L'attention du chercheur acquis à une approche transversale des comportements électoraux de populations d'aires politiques différentes est très vite réveillée par le constat, au terme d'une prise de connaissance du contenu de travaux restituant les processus de déroulement de scrutins étrangers, de la présence et de la manifestation de

la violence comme catégorie ayant marqué le déroulement des scrutins politiques français des deux derniers siècles par exemple. Alain Garrigou (1992 : 15) instruit, à notre sens, une sorte de révision et de recentrage des grilles d'analyse des comportements électoraux des populations de la majorité des États africains de la nouvelle ère de démocratie lorsque, traitant du cas des élections françaises, il nous apprend que « Les violences électorales dévoilaient des populations frustrées et inaptes à la vie démocratique. Les électeurs se présentaient sous les traits d'une "sauvagerie" dont les élites se prévalaient pour justifier leur mission de civilisation et leurs obligations de contrôle ». La scénographie de cette violence sera mise en relief à travers ses composantes physique d'une part, et verbale et symbolique d'autre part.

La violence physique dans les scrutins politiques français des deux derniers siècles

- 12 La violence physique ou matérielle est celle portant atteinte à l'intégrité physique des personnes (groupes de militants ou sympathisants d'un parti politique ou d'un candidat) à travers coups et blessures portés sur elles par d'autres appartenant à des bandes opposées au cours de rixes et échauffourées ponctuant les différentes étapes du déroulement d'une élection. Certaines de ces rixes conduisent souvent à des pertes en vies humaines. Elle consiste aussi en la destruction des biens matériels appartenant aux acteurs du camp politique adverse ou tout simplement, de ceux dits d'équipement politique (bulletins de vote, affiches de campagne, profession de foi des candidats, tracts, etc.) de celui-ci. Décrivant le déroulement du scrutin d'avril 1848 marqué par l'option du vote communautaire, Alain Garrigou (1992 : 57) écrit :

« Dans la soirée du 24 avril à Paris, "on a craint une initiative de perturbateurs, en vue d'enlever dans les mairies les urnes des scrutins électoraux". Dans tout le pays, les incidents se multiplièrent. La communion des électeurs n'excluait pas les rivalités communautaires. Des affrontements opposèrent quelques cortèges. Dans les Pyrénées, "les habitants de Guchen, en revenant d'Arreau, où ils étaient allés voter, ont rencontré sur la route ceux d'Ancizan réunis dans le même but. Les uns et les autres marchaient en bon ordre, avec leurs autorités et un drapeau en tête. Le porte-drapeau de l'une des communes refusa de saluer l'autre, et une lutte s'en suivit. Une vingtaine de personnes ont été blessées plus ou moins grièvement". Les oppositions entre la ville et la campagne, entre les ouvriers et les paysans alimentèrent aussi la méfiance des groupes et produisirent des heurts. À Calais, "des détachements de travailleurs se portaient sur les routes au-devant des électeurs des communes rurales et, par l'intimidation, les obligeaient à prendre leurs listes en échangeant leurs bulletins qui étaient immédiatement lacérés". Dans les arrondissements de Châteauroux et d'Issoudun, "on est allé au devant des électeurs de la campagne, de gré ou de force on leur a pris leurs bulletins et on leur en a donné d'autres. Plusieurs citoyens ont été l'objet d'odieuses violences. Le maire de Pruniers a été frappé, celui de la Champenoise s'est vu arracher son écharpe". »

- 13 De nombreuses autres scènes de même nature, décrites par des témoins de l'époque sont rapportées par le même auteur. Ainsi en est-il, entre autres, des tensions qui s'exacerbèrent en 1902 dans la commune de Plougoumelen. Selon un témoin dont les propos sont repris par Alain Garrigou (*ibid.* : 62) :

« Il s'est passé de véritables scènes de sauvagerie de la part des marins partisans de M. Le Glohaec, à tel point que des cultivateurs n'osaient pas venir voter. Au dépouillement du scrutin, les marins ont démolé la table et l'urne. Les gendarmes étaient impuissants à réprimer ces désordres. D'autres cultivateurs se plaignaient d'avoir été frappés par des marins "ivres". »

- 14 Les scènes de violence observées en période électorale élargissaient d'abord domicile dans la campagne électorale. Les rencontres fortuites d'adversaires que permettait le déroulement des campagnes électorales, donnaient lieu à de multiples incidents.

« À Bagnolet, la veille des élections de 1889, le rédacteur du *Journal de Pantin* était surpris dans un cabaret : “Le sieur Gendron lui jeta son verre de vin en plein visage, ils allaient recommencer l’attaque, mais le citoyen Fontaine ayant sorti un revolver chargé ils se retirèrent mais quelques instants après s’étant ravisés quelques-uns d’entre eux revinrent en criant ‘il faut le démolir !’”. Les réunions électorales s’apparentaient à des défis d’honneur. Certains électeurs s’entouraient de précautions, parfois vainement comme cet électeur de la Grand-Combe dans la 2^e circonscription d’Alès en 1898 : “J’ai pris mon fils de 15 ans avec moi pour me tenir compagnie. Car je ne tenais pas à être seul. Vu la réunion qui paraissait n’être pas trop tranquille [...] je tombe foudroyé par derrière frappé par un instrument contondant qui m’a ouvert le front en deux endroits et cela par derrière” » (*ibid.* : 111-112).

- 15 Parmi les cibles de cette violence physique en période de campagne électorale, se comptent d’abord les agents électoraux des candidats. Dans le Morbihan, rapporte l’auteur, un agent électoral du candidat conservateur se plaignait des substitutions violentes de bulletins, effectuées par les adversaires républicains lors de l’élection de 1902 et, surtout, justifiait sa résignation face à cette situation en ces termes : « Si par malheur j’aurais voulu empêcher ce trafic on m’aurait battu, car ils étaient excités comme une bande barbare. Je dois vous dire qu’ils étaient encore cinquante qui travaillent pour M. Le Glohaec tous plus ou moins ivres » (*ibid.* : 110). Pendant la campagne électorale, l’hostilité des populations gagnait en intensité lorsque les agents électoraux se déployant dans une commune ne résidaient pas dans celle-ci. Pour pallier les heurts suscités par la présence de ces personnes (agents électoraux d’un candidat) dites étrangères dans une localité précise, laquelle passait pour un défi aux yeux des populations résidant dans celle-ci :

« Les candidats s’efforçaient de recruter leurs agents électoraux dans les communes de résidence à des fins d’efficacité mais aussi pour éviter les incidents. Les immixtions d’éléments “étrangers” à la commune passaient pour des défis. Un témoin se plaignait en 1876 : “La commune de Labroquère que j’habite a été envahie par un grand nombre de personnes de Saint-Gaudens.” Parfois, les agents électoraux étaient chassés. En se rendant de Vannes à Grandchamp en 1898, des “amis” du candidat républicain Martine se heurtèrent à “200 personnes fort surexcitées qui ont proféré contre eux des menaces de mort. L’un d’eux, M. Mahéo, a été obligé de menacer de son revolver et de s’enfuir dans une maison pour se mettre à l’abri de leurs poursuites” » (*ibid.* : 63).

- 16 Les candidats eux-mêmes n’étaient pas épargnés. En 1889, le sous-préfet en poste dans l’arrondissement de Saint-Dié décrivait en ces termes, la violence des ouvriers sur le candidat Ferry :

« Dans la nuit du 2 au 3 août, on assista à un spectacle inoubliable rappelant les plus mauvais jours de la Commune. La ville sembla être livrée à une bande de malfaiteurs [...]. Dans un chemin creux, encaissé entre les murs du séminaire 500 à 600 personnes s’étaient cachées. Au moment où la voiture de M. Ferry s’y engageait, elle fut assaillie par une grêle de pierres [...] des bandes avinées parcoururent les rues de la ville, hurlant des chansons obscènes, des refrains boulangistes, injuriant les passants, les huant, les frappant même »³ (*ibid.* : 121).

- 17 Les actes de violence perpétrés sur les candidats en période de campagne électorale sont loin d’être une spécificité du XIX^e siècle. Comme le rapporte Raymond Huard (1991 : 335) :

« À Saint-Denis les affrontements entre J. Doriot qui, exclu du PCF, fondera un parti d'extrême droite le PPF, et les communistes sont également très durs. À la fin de la campagne municipale de 1935, un militant communiste est grièvement blessé d'un coup de poignard destiné à Jacques Duclos. Mais la violence débordait largement ces points chauds : en 1936, la campagne de Pierre Mendès-France, jeune avocat radical, dans l'arrondissement de Louviers, est contrecarrée avec une extrême brutalité par les dirigeants locaux du Comité de défense paysanne de Dorgères. Des bagarres ont lieu à toutes les réunions qui ressemblent plutôt à des sièges. Dès septembre 1935, on tire des coups de feu contre des militants radicaux. Le 13 février 1936, à Paris, Léon Blum est violemment agressé dans la rue par des militants de l'Action française, attentat qui l'éloigne pour plus d'un mois de la politique active. »

- 18 La violence physique se poursuivait non seulement le jour du scrutin où des électeurs étaient parfois passés à tabac à la sortie des bureaux de vote (Garrigou 1988 : 28), mais aussi lors du dépouillement⁴ des résultats et, enfin, les soirs et lendemains d'élections ou de proclamation des résultats. Pendant le dépouillement :

« La lecture des bulletins faisait naître des contestations. La rancœur des battus lorsque le résultat se dessinait s'accroissait. Il n'était pas très difficile alors de semer la perturbation, en déchirant les listes d'émargement, en jetant des bulletins dans l'urne ouverte ou même en renversant celle-ci. Dans l'Hérault en 1906, des incidents de ce type eurent lieu à Sète, Bouzigues, Villeveyrac, Balaruc, Vailhan » (Huard 1991 : 305).

- 19 Après le dépouillement et la proclamation des résultats, la violence se perpétrait sous forme de manifestations célébrant la victoire d'un candidat par ses partisans ou de contre-manifestation du camp adverse accueillant la première comme un défi. La narration, par le commissaire de police de Villefranche en Aveyron, des événements survenus après l'élection du conservateur Cibiel en 1902, élection remportée grâce aux suffrages des cantons ruraux voisins s'en veut une illustration.

« Le dimanche soir vers neuf heures, la plus grande partie de la population de Villefranche a organisé une contre-manifestation et s'est portée sur la place Savignac devant la maison de M. Cibiel. Les électeurs au nombre de deux mille environ ont protesté par des chants et des cris contre cette élection. La manifestation n'a cessé qu'à trois heures du matin [...]. Hier lundi, 27 courant, dès neuf heures du matin, les électeurs des cantons voisins se sont rendus en groupe chez M. Cibiel. Chaque groupe était précédé d'un drapeau et d'individus portant des bouquets [...]. La population républicaine de Villefranche a cru voir dans cette manifestation une provocation et aussitôt une contre-manifestation a été organisée. Jusqu'à six heures du soir, plus de 2 000 personnes ont stationné sur la place Savignac [...]. Le soir vers huit heures et demie la manifestation a été reprise avec plus de violence que jamais, car les ouvriers des deux sexes étaient sortis des ateliers. Estimant la foule à plus de 5 000 personnes, le commissaire continuait : Après avoir fait le tour de la ville, musique en tête, la foule s'est massée sur la place et a essayé de pénétrer jusqu'à la maison de M. Cibiel [...] alors que des pierres étaient lancées contre la maison et que des domestiques avaient été atteints, la route Notre-Dame a été dégagée et la foule invitée à circuler »⁵ (Garrigou 1992 : 63-64) ; voir aussi Tudesq (1985 : 118).

- 20 En s'extériorisant, cette violence électorale empruntait ses canaux, termes et instruments à la violence ordinaire qui opposait parfois, jusqu'aux environs de 1880, des villages voisins se livrant ainsi à « de véritables batailles rangées dont les combattants sortaient avec des yeux tuméfiés, des nez écrasés, des vêtements déchirés » (Thabault 1982 : 173). De manière similaire :

« Lorsqu'une bagarre opposa les montagnards et les habitants d'Olargues, en juin 1848, Paul Gros, meneur des premiers, fut mis à mal. "Suivant l'expression d'un

témoin, les coups de bâton tombent sur son dos comme des fléaux quand on dépète le blé.” De même, le sous-préfet de Saint-Dié rapportait des propos de manifestants anti-ferrystes en 1889 : “Nous avons manqué le Tonkinois ce soir, mais nous le repincerons, s’il ne devait nous coûter que trois mois de prison, nous sommes bien plus d’un cent qui lui donnerions le coup du lapin.” La violence électorale empruntait encore ses instruments à la violence quotidienne : pierres, bâtons et, parfois fourches ou pelles mais aussi cannes-épées ou revolvers. La nature de ces instruments était en rapport avec les lieux et les milieux sociaux »⁶ (Garrigou 1992 : 110-111).

- 21 Cette violence physique s’accompagnait d’autres verbale et symbolique.

Les violences verbale et symbolique

- 22 Les violences verbale et symbolique quant à elles sont faites, soit d’injures que profèrent partisans des différents camps et candidats en compétition au cours d’une élection, soit de manifestations pacifiques (n’enregistrant pas de destruction de biens ou d’attaques physiques) organisées dans les rues par les partisans d’un camp en vue d’intimider leurs homologues du camp adverse. Lors des scrutins français qui nous intéressent ici, leurs modes d’expression favoris étaient des cris, des injures, des obscénités qu’annonçaient déjà certains titres des affiches polémistes sortant en cours de campagne ressassés par Raymond Huard (1991 : 274) : « Nouvelles infamies », « Gros scandale », « Mensonge et trahison », « Infâmes calomnies », « L’aveu », « Plus de confusion », « Manœuvre infâme », etc. Le candidat opposé, alors, n’est pas épargné : Maurice Barrès candidat en 1906 à Paris traite son adversaire de « faussaire », d’« épave » de « cadavre », Viviani, le sien d’être « l’ami, le commensal d’un escroc notoire ». Un candidat du XII^e arrondissement est décrit comme « une épave du Grand Orient » et un « blackboulé perpétuel » (voir aussi Déloye & Ihl 1993 : 93). Ces attaques d’un candidat, dirigées contre son adversaire, nourrissaient certaines critiques portées sur la pratique électorale. En effet, souligne l’auteur, il se trouvait des gens pour déplorer le manque de dignité des luttes électorales.
- 23 Dans d’autres situations, la violence s’exprimait sous forme symbolique à travers l’organisation d’un « désordre » devant le domicile de certains candidats ou encore la mise en place d’un défilé d’intimidation dans les rues proches de la salle de vote. Dans cette perspective, l’occupation de l’espace public⁷ renvoie à des formes de violence plus immatérielle sans que la fonctionnalité déclarée de celle-ci soit différente de celle de la violence physique orchestrée par les multiples échauffourées des soirées et campagnes électorales (Déloye & Ihl 1993). La salle de vote, espace pourtant fortement sacralisé, parce qu’elle « instaure une séparation protectrice entre un intérieur, domaine du recueillement, de la conscience et de l’intimité, et un extérieur abandonné aux affrontements, aux pressions et à la violence » (Déloye & Ihl 1993 : 95) ; à l’intérieur duquel les écarts aux règles de neutralisation de la violence (*ibid.* : 91) sont rares, accueille parfois des électeurs bafouant, dans leurs agissements au moment où ils s’y trouvent, cette exigence citoyenne. Nos deux auteurs ont en effet mis en relief des litiges se produisant dans la salle de vote. Ils font état d’incidents dont l’origine est la présence dans la salle d’une personne qui, grâce à ses qualités ou la place qu’elle occupe dans la société, apparaît comme contraire à la solennité politique du lieu. Ils citent les cas, lors des élections du 11 mai 1902, de l’arrivée d’un prêtre en soutane et d’une personne jugée idiote dans les bureaux de vote respectivement des XI^e et XX^e arrondissement de Paris, qui y ont perturbé l’ordre du vote. Il en est de même du tumulte créé par la présence dans la salle de vote d’un candidat impopulaire.

- 24 La scénographie de la violence ayant marqué les scrutins politiques français des deux derniers siècles, ainsi décrite, affiche des similitudes avérées avec celle produite par les scrutins du Cameroun du pluralisme politique.

La violence dans les scrutins politiques de l'ère de la démocratie au Cameroun

- 25 Le résumé des actions de violence dont nous venons de prendre connaissance a permis de les regrouper en deux catégories : la violence physique ou matérielle et les violences verbale et symbolique. Cette typologie servira également de schéma d'analyse dans cette partie.

La violence physique dans les scrutins politiques de l'ère de la démocratie au Cameroun

- 26 Les rixes et échauffourées opposant le camp RDPC à celui de l'opposition en général et du SDF en particulier, aussi bien en période de campagne électorale, le jour du scrutin que le jour et lendemain de la proclamation des résultats, sont une donnée marquant la pratique électorale nationale. Au lieu de donner l'occasion au parti au pouvoir et à ses candidats de convaincre l'électorat de la pertinence des propositions qu'ils lui font et de montrer, par la même occasion, en quoi elles servent ses intérêts ou satisfont ses préoccupations, les campagnes électorales des scrutins de 1992 par exemple se sont plutôt transformées, principalement dans les régions érigées en fief de ce parti politique, en campagne d'interdiction violente d'accès de cet espace aux concurrents. Dans les localités du sud par exemple, le respect de cette interdiction échouait à des bandes de jeunes désœuvrés recevant la bénédiction des élites et qui s'attelaient à filtrer les entrées des caravanes politiques pour s'attaquer à celles jugées indésirables. L'organisation des meetings politiques par le SDF dans le sud était, dans ce contexte, doublement impossible. Non seulement les autorités administratives tergiversaient à accorder à ce parti les autorisations nécessaires à la tenue légale⁸ de ceux-ci au motif officiel qu'ils troubleraient l'ordre public, mais aussi et surtout tout acteur d'une propagande effectuée en faveur de ce parti dans cette région écopait de représailles dont la bastonnade était une modalité. Les cortèges des candidats n'étaient pas non plus épargnés. À l'image de ceux des candidats non officiels en France, en 1992, les cortèges du SDF se voyaient d'abord intimider l'ordre de rebrousser chemin lorsqu'ils n'étaient pas tout simplement la cible de bandes de jeunes surexcités. Par la suite (précisément lors de la campagne en vue de l'élection présidentielle d'octobre 1992), l'espace politique du sud commença à s'ouvrir timidement. Si quelques meetings de ce parti pouvaient désormais s'y tenir, ils se déroulaient dans une atmosphère de violence ou de haute tension. C'est dans cette perspective qu'un gang perturba le meeting que ce parti organisa à Ebolowa dans le cadre de la campagne en vue de l'élection présidentielle de 1992 et tenta à la vie de M. Hameni Bieleu (Collectif « Changer le Cameroun » 1993 : 85).

- 27 Les meetings des autres partis politiques de l'opposition plus ou moins acceptés (ne subissant pas en fait une hostilité intransigeante et un rejet aussi catégorique) dans cette région n'étaient pas plus à l'abri de la violence. Ainsi en fut-il de celle que subit M. Ngouo Woungly Massaga, lors de la campagne en vue de l'élection présidentielle anticipée du 11 octobre 1992. Après l'épisode de sa « victoire volée » lors des élections législatives du 1^{er} mars 1992 dans la circonscription de l'Océan, province du Sud où son parti aurait raflé les deux sièges mis en compétition, M. Ngouo Woungly Massaga, qui reçut six mois après les excuses du chef de la délégation de campagne électorale du parti au pouvoir dans cette localité faisant ainsi son *mea culpa* quant à la manœuvre au travers de laquelle les deux sièges furent accordés au RDPC, avait été sollicité par la même personnalité pour s'impliquer dans cette campagne aux côtés du parti au pouvoir en travaillant à converger

son électorat vers celui-ci. Ayant accepté⁹ cette proposition et décidé d'appuyer la candidature de Paul Biya qu'il considérait, selon ses propres termes, comme le « moindre mal », il entreprit d'organiser des meetings dans plusieurs localités du pays (Akonolinga, Bertoua, Dja et Lobo) dont la province du Sud. Après avoir tenu un meeting à Sangmelima, sa caravane prit la direction d'Ebolowa où il devait organiser un autre meeting. Pour s'y rendre, son cortège emprunta l'axe Sangmelima-Mengong.

- 28 Alors que cette caravane qu'il conduisait se trouvait à quelques kilomètres du chef-lieu de l'arrondissement de Mengong, elle tomba dans une embuscade tendue initialement à Jean-Jacques Ekindi qui se proposait, lui aussi, d'organiser un meeting de campagne dans la ville d'Ebolowa. Selon le récit de notre informateur, des détenus sortis momentanément, pour les besoins de la cause, de la prison d'Ebolowa et drogués, avaient été conduits dans un bosquet après avoir reçu des instructions fermes leur recommandant de s'attaquer, dès sa vue, au cortège du candidat Ekindi. Les raisons de cet ostracisme étaient simples. Se présentant publiquement comme le « chasseur du lion » pendant cette campagne électorale, le candidat Ekindi du Mouvement progressiste (MP) passait le meilleur de son temps à proférer des insultes au candidat Paul Biya. Cette attitude déplaisait aussi bien aux élites politiques du parti au pouvoir, originaires de cette région, qu'aux autorités administratives en poste dans celle-ci. Dès lors, elles ne pouvaient accepter que les mêmes injures vinrent à être proférées au président-candidat dans une aire considérée politiquement comme son pré carré. Il fallait donc empêcher l'orchestrateur de ces injures de tenir son meeting dans cette localité en prenant des mesures adéquates pour le repousser.
- 29 Sans s'assurer que la cible était celle attendue effectivement, les détenus, à la vue du cortège de Ngouo Woungly Massaga, sortirent de leur cachette et s'attaquèrent violemment à ses membres. Selon notre informateur, les assaillants cassaient les bouteilles et utilisaient les tessons pour les blesser. Les deux chauffeurs du cortège furent gravement blessés. Un haut-parleur servant à la campagne sera retenu par les assaillants. Cet épisode de violence ne suscita pourtant pas une véritable réprobation des élites politiques et autres autorités administratives de la région. S'étant rendu à Ebolowa pour récuser, auprès de celles-ci, le recours à de telles pratiques en période électorale, notre informateur affirme qu'il se heurta à une sorte de silence complice des autorités administratives et élites politiques locales. Ces dernières se contentèrent de lui présenter verbalement des excuses. Ainsi en fut-il du maire d'Ebolowa de l'époque (Samuel Enam Mba, en même temps président de la section RDPC de la Mvila) qui s'est tout simplement confondu en excuses. Le gouverneur en poste quant à lui (Bernard Mineli Elomo) fera la promesse de restituer le haut-parleur confisqué par les assaillants. Mais cette promesse ne fut pas tenue. Saisi de l'affaire, le président de la République à son tour s'est contenté de donner « une petite compensation » pour soigner les blessés.
- 30 Cet exemple est doublement opératoire pour notre lecture transversale. D'abord, il permet de constater que les bagarres et autres rixes que l'histoire des scrutins politiques français laissait découvrir tantôt sont des pratiques constitutives de la violence électorale telle qu'elle se manifeste en période électorale au Cameroun. Ensuite et surtout, le même exemple établit la réalité de l'enracinement de cette violence électorale dans la violence sociale ordinaire. Dans cette région en effet, le bosquet sert souvent de lieu de règlement de comptes entre personnes en conflit. En effet, sa localisation en fait un site privilégié permettant d'accueillir et d'abriter le déclenchement et le déroulement des hostilités. Du point de vue de l'occupation de l'espace, le bosquet est effectivement un vaste lieu

inhabité généralement couvert de forêt. Espace totalement isolé de l'habitat des populations, sa fréquentation par celles-ci est occasionnelle. Parce que la présence humaine y est réduite, le bosquet offre, à l'expressivité de la violence sociale ordinaire locale, un cadre privilégié de sa matérialisation. C'est dans cette logique qu'il est régulièrement retenu pour accueillir rixes et échauffourées. Les tactiques habituellement utilisées varient en fonction des situations. Dans certains cas de figure, des candidats à une bagarre se fixent consensuellement rendez-vous dans le bosquet le plus proche du lieu où ils se sont accrochés et s'y dirigent immédiatement ou au moment convenu pour s'affronter. Les bagarres qui opposent généralement les jeunes écoliers obéissent à ce schéma. Deux camarades d'une même école, s'étant accrochés pendant la journée dans l'enceinte de leur établissement et ne pouvant pas laver cet affront à ce moment précis au risque d'écoper d'une sanction, se donnent rendez-vous au bosquet à la fin de la journée pour une bagarre sous le regard des autres élèves.

- 31 Dans d'autres cas en revanche, un individu en conflit avec un autre choisit unilatéralement, sans daigner en informer son adversaire, de lui tendre une embuscade dans un bosquet. C'est cette modalité de la violence sociale ordinaire qui a été retenue dans le cas qui vient d'être évoqué. Des bandes en conflit adoptent aussi cette démarche. La conflictualité sociale sentimentale emprunte, dans son expression, ce schéma. En effet, il est fréquent, dans les villages du sud, que jeunes prétendants ou amants d'une fille se livrent à une bagarre dans un bosquet. Ou, dans le cas inverse, que deux jeunes filles partageant le même prince charmant en viennent, elles aussi, aux mains et choisissent comme site d'affrontement le bosquet. L'intensité des rixes de telle nature dépasse parfois les seuls intéressés, pour opposer des jeunes de villages voisins.
- 32 La violence physique exprimée en période électorale emprunte également ses objets à la violence sociale ordinaire. Au cours des bagarres, la bouteille apparaît d'abord comme objet d'attaque et de défense (c'est-à-dire de dissuasion de l'adversaire) auquel recourent les belligérants. Ensuite, au plan de l'analyse de la violence sociale, elle est davantage un objet permettant de mesurer la gravité du conflit et la détermination qui anime les belligérants au moment où ils s'investissent dans ce conflit. Son utilisation au cours d'une rixe sert aussi souvent d'indicateur du degré d'agressivité et de cruauté des acteurs en conflit. En effet, une fois la bouteille cassée, l'utilisation de ses tessons est assimilée à celle des armes blanches (poignard par exemple) eu égard aux blessures qu'ils sont à même de provoquer. Utilisés avec acharnement, ils peuvent conduire à la mort de la victime. C'est pour cette raison qu'ils provoquent souvent la débandade au cours des rixes. Leur utilisation au cours du guet-apens tendu à un leader politique se proposant d'aller en campagne dans le sud traduit dès lors la détermination des initiateurs de celui-ci d'en découdre avec leur adversaire en même temps qu'elle est un indice efficient de mesure de l'agressivité sur fond d'ostracisme politique qui les animent. En établissant des similitudes de trajectoire d'expression entre la violence sociale ordinaire et la violence électorale, laquelle emprunte à la première, ses formes et ses usages, cet exemple rappelle les remarques formulées par Alain Garrigou (1992 : 110) sur l'imbrication avérée entre violence sociale ordinaire et violence électorale en ce qui concerne les objets utilisés au cours des échauffourées ainsi que les modes d'expression de celle-ci. Enfin, toujours dans une perspective transversale, la démarche qui a consisté à tendre une embuscade au candidat de l'opposition (Jean-Jacques Ekindi, dans le cas que nous venons de relater) est le répondant local de la pratique qui, en France, consistait à s'attaquer et à chasser les

candidats non officiels ainsi que leurs agents électoraux lorsqu'ils se déplaçaient vers des localités en période de campagne électorale.

- 33 Pendant cette période de campagne électorale, la violence physique ne fut pas absente dans l'aire dite acquise au Social democratic front (SDF) (principalement dans la province du Nord-Ouest)¹⁰. Dans cette aire politique attribuée au SDF, les jalons de la violence électorale sont parfois initiés en période pré-électorale. Les cibles privilégiées de la violence qui prend ainsi forme sont, quant à elles, des personnes identifiées comme militantes ou sympathisantes du parti au pouvoir, mais aussi des représentants locaux de l'autorité de l'État : autorités administrative, judiciaire et forces de maintien de l'ordre. Les locaux abritant leurs services ne sont pas moins épargnés. Si la période précédant les scrutins de 1992 fut relativement calme, tel ne fut pas le cas en 1997. Entre la nuit du 27 mars et le 1^{er} avril 1997 par exemple, des incidents réguliers consistant principalement en des attaques de sous-préfectures, de brigades de gendarmerie et de commissariats de police se sont produits dans diverses localités de cette province : Jakiri, Kumbo, Oku, Bamenda, Bafut. Ces incidents ont provoqué la mort de trois gendarmes et de sept assaillants, ainsi que la destruction de nombreux biens publics. Les pouvoirs publics décréteront dès lors le couvre-feu sur toute l'étendue du territoire de la province du Nord-Ouest pour « garantir la paix et la sécurité publique et veiller qu'en aucun cas ces incidents ne perturbent dans la province concernée le processus et le calendrier des élections législatives ». Assimilé à des représentants locaux du parti au pouvoir, le personnel de l'État occupant les postes de souveraineté dans cette province apparaissait comme des obstacles à l'accès du SDF au pouvoir. Dès lors, il fallait procéder à son élimination.
- 34 La violence électorale ne s'exprime pas seulement en période de campagne électorale. Elle se manifeste également, non seulement le jour du scrutin proprement dit, mais aussi après celui-ci, soit pendant l'attente de la proclamation des résultats, soit après cette proclamation. Pour mettre en exergue l'expression de la violence physique pendant le déroulement des scrutins au Cameroun, nous partirons une fois de plus de l'élection présidentielle d'octobre 1992. Dans le chef-lieu de la province du Sud (Ebolowa) par exemple, « les militants du RDPC ont séquestré de 7 heures à 22 heures M. Mvondo, représentant du SDF, dans son domicile ». Au cours de la même élection, cette violence, hormis Yaoundé dans la province du Centre, frappa ensuite tous les représentants officiellement désignés par le SDF comme scrutateurs de ce parti. Ceux-ci n'ont, en effet, pu atteindre la plupart des bureaux de vote dans le fief du président-candidat. « Molestés ou menacés, ils se trouvaient souvent à l'hôpital pendant le déroulement du scrutin ou tout simplement avaient fui vers les pays voisins, comme Tékem Jean Bertrand qui, chassé d'un bureau de vote à Kye-Ossis (arrondissement d'Olamze, province du Sud) par la police et le sous-préfet, n'a eu la vie sauve qu'en se réfugiant au Gabon » (Collectif « Changer le Cameroun » 1993 : 98).
- 35 Même dans les localités supposées acquises à l'opposition, les représentants des partis politiques de l'opposition étaient également la cible d'actes de violence perpétrés par des éléments des forces de l'ordre. Selon le rapport de la Commission départementale du Noun lors de cette élection, cité dans le même ouvrage, « [...] des policiers en civil, arme au poing, pourchassaient dans la ville de Foumban les représentants des partis politiques, pour récupérer de force les procès-verbaux » (*ibid.* : 105). Ces comportements seront reproduits lors des scrutins de la deuxième vague. Le rapport d'observation établi sur les scrutins législatif et présidentiel de 1997, fait, à cet effet, état d'une récurrence des forces de

l'ordre. Pendant les élections partielles organisées dans la circonscription du Ndé le 3 août de cette année, celles-ci « ont procédé à l'arrestation et à l'incarcération de tous les scrutateurs délégués du SDF à Bamena et à Banounga, des gendarmes ont bastonné des scrutateurs » (Service œcuménique pour la Paix et la Promotion humaine 1998 : 112). Les bagarres et autres rixes signalées, lors des scrutins fondateurs de 1992, en période de campagne électorale, intervenaient également pendant le déroulement du scrutin. À titre d'illustration, le rapport des élections législatives des 17, 18 mai et 3 août 1997 signale une violente bagarre entre électeurs de camps opposés dans un bureau de vote de la localité de Monatélé (province du Centre) après qu'un des observateurs dudit scrutin a démasqué un électeur itinérant.

- 36 Plus proches de nous, les enquêtes de terrain que nous avons effectuées après le scrutin du 30 juin 2002, en se transformant parfois en opportunités de conte, par nos informateurs, d'épisodes de violence ayant marqué ce scrutin le jour même de sa tenue et quelques fois à l'intérieur des bureaux de vote, nous ont, eux aussi, reconfirmé l'effectivité et l'actualité des phénomènes de violence dans le déroulement des scrutins politiques de l'ère de la démocratie au Cameroun. Dans la province du Nord-Ouest par exemple, des informations recueillies auprès d'électeurs des bureaux de vote « Bayelle Mission » et « Nkwen III » et confirmées par deux responsables de la section RDPC de Bamenda font état de déshabillage, par des militants du SDF venus de l'extérieur quelques instants après le vote et le décompte des voix, des filles du RDPC ayant travaillé comme membres de ces bureaux de vote. Ces filles n'ont pu être sauvées, selon les mêmes sources, que grâce à l'intervention des responsables de leur parti, prévenus par téléphone, dont le secrétaire départemental Mungo John, lesquels avaient à cet effet requis l'assistance de leurs sympathisants. Ce cas rappelle la violence communautaire subie par les maires¹¹ de Pruniers et de la Champenoise après l'élection d'avril 1848. Le premier avait en effet été frappé pendant que le second se faisait arracher son écharpe (Garrigou 1992 : 57). Cette violence se poursuit pendant l'attente de la proclamation des résultats.
- 37 Un cas parmi tant d'autres (mais hautement significatif, eu égard à l'intensité du conflit qu'il génère) d'expression de violence survenue en période d'attente de proclamation des résultats d'une élection est les affrontements ayant opposé, dans la ville de Sangmelima en 1992, les communautés Bulu (autochtones) supportant le RDPC, aux Bamiléké (allogènes) majoritairement partisans du SDF après l'élection présidentielle anticipée du 11 octobre de cette année. La trame de l'intrigue de ces affrontements est tout à fait banale. Après cette élection présidentielle, une vendeuse de vivres (« *Bayam-salam* ») du marché de cette ville, originaire de l'ouest, qui avait gardé, avec précaution, sur elle après son passage au bureau de vote, le bulletin du candidat Paul Biya du RDPC (probablement dans l'intention de prouver qu'elle avait bel et bien choisi le candidat du SDF à cette élection, M. John Fru Ndi), le brandit à la foule dudit marché, puis entreprit aussitôt de le froisser et de le piétiner devant la même foule. Cette scène fut alors perçue par les autres vendeuses de vivres du marché, originaires de Sangmelima, comme un acte de provocation. La tension monta et une rixe éclata entre les deux groupes de vendeuses. Le même jour, cette tension fit tache d'huile et gagna toute la ville qui s'embrasa. L'embrasement de la ville donna lieu à des comportements de xénophobie touchant non seulement des personnes physiques, dont les allogènes étaient les principales victimes, mais aussi leurs biens qui se faisaient confisquer par les autochtones. Les établissements

de commerce tenus par les premiers étaient alors la cible de pillages systématiques. Les locaux les abritant étant par la même occasion détruits¹².

- 38 Dans une perspective transversale, cet exemple paraît doublement significatif. Il est non seulement une illustration locale des attaques et bagarres auxquelles adversaires et/ou différents camps politiques opposés se livraient, dont l'histoire des scrutins politiques français des deux derniers siècles vient de nous faire prendre connaissance de quelques fragments ; mais aussi, s'établit sur la base d'une imbrication de deux types de violences : physique et symbolique. La narration des faits qui ont conduit au déclenchement de la violence physique qui en a constitué le fil conducteur permet en effet de constater qu'elle a eu pour socle, celle considérée comme symbolique que l'histoire des mêmes scrutins a aussi connue. L'acte banal, mais symbolique consistant à brandir le bulletin du candidat Paul Biya à la foule du marché de son lieu de naissance, puis le froisser pour enfin le piétiner, apparaît alors comme un défi que les partisans du SDF lancent à ceux du RDPC, sur un terrain politique supposé lui appartenir. Il semble porteur d'un message qui voudrait matérialiser la banalisation, par ce parti de l'opposition et ses partisans, de l'entreprise politique RDPC à laquelle on voudrait signifier sa défaite lors de la proclamation des résultats de ladite élection et, corollairement, la victoire assurée du SDF. Toute attitude de résignation des partisans du parti au pouvoir pourrait dès lors être interprétée comme un aveu de non-contrôle politique de cette région par ce parti. Le bilan des échauffourées ayant opposé ces deux communautés n'est pas non plus indemne de cette portée symbolique. En s'attellant à chasser les allogènes partisans du SDF de cette région, les autochtones entendaient aussi, à travers cette démarche qui pouvait s'interpréter comme acte de bravoure, prouver la vigueur du RDPC que matérialisaient leur propre force et la fragilité du parti de l'opposition qui devra dès lors connaître le même sort que celui réservé à ses partisans dans cette localité.
- 39 La proclamation des résultats d'une élection offre souvent au Cameroun le dernier cadre d'expression d'une violence électorale combinant, comme celle ayant affecté les scrutins politiques français, ci-dessus ressassée, fête et conflit à travers manifestations et contre-manifestations, affrontements des partisans des différents camps. Cette tendance s'est d'abord dégagée de la proclamation des résultats des scrutins fondateurs de 1992 et singulièrement de ceux de l'élection présidentielle. Dans les régions du Centre et du Sud jugées favorables au parti au pouvoir qui l'avait remportée, des manifestations de rue furent organisées pour fêter cette victoire. Au cours de ces manifestations, des foules surexcitées scandant le slogan « On a gagné ! » et entonnant des chants de louange au président Paul Biya parcouraient les rues des villes. Ces moments supposés de joie de ceux qu'on pouvait alors assimiler aux militants du RDPC cachaient pourtant d'autres desseins belliqueux. Les manifestations de rue étaient aussi une occasion, pour les foules qui dans ces régions y prenaient part, de s'attaquer au SDF et à tous ceux qui osaient extérioriser leur sympathie pour ce parti. Elles se muaient dès lors en instants de battue en vue de dénicher le concurrent et lui régler son compte. Ce fut, une fois de plus le cas dans le Sud, précisément dans la ville d'Ebolowa où, après la proclamation de la victoire du candidat du RDPC, cette cité, à l'image de celle sœur, Sangmelima, s'embrasa. Des groupes de jeunes autochtones désœuvrés et, de ce fait nécessaires, profitant de l'effervescence sociale du moment et motivés par quelques élites partisans du vote en faveur du RDPC et manifestant des rancœurs vis-à-vis des électeurs opposés à celui-ci, s'attaquèrent aux Bamiléké (allogènes) ayant majoritairement voté pour le candidat du SDF et pillèrent ainsi, maisons d'habitation et établissements de commerce de ces derniers. De violentes

rixes opposèrent également les membres des deux communautés. Leur gravité entraîna des départs massifs des populations originaires de la province de l'Ouest dont la sécurité en cette localité était, selon leurs propres témoignages, de moins en moins garantie.

- 40 Au cours d'un entretien qu'il nous accorda en août 1998, un jeune chef traditionnel de troisième degré du quartier Nko'ovos-II de la ville d'Ebolowa expliquait le comportement belliqueux de ses administrés autochtones à partir d'un argumentaire enraciné dans des stéréotypes et préjugés influençant pourtant fortement le regard qu'ils portent sur leurs hôtes allogènes. Dans une position révélant les représentations sociales du milieu, notre informateur invoquait subrepticement l'hypocrisie des Bamiléké : « Les gens d'ici n'ont pas apprécié le fait que les Bamiléké ne se soient pas alignés derrière eux. » Clarifiant sa position, il va ajouter : « Ils sont avec nous. Ils occupent et exploitent nos terrains. Leurs immeubles sont bâtis sur nos terrains. Ils ont construit leur fortune chez nous. Ils doivent donc être avec nous. » L'expression « être avec nous » mérite d'être clarifiée. Dans le contexte électoral qui est le nôtre, elle veut tout simplement dire voter pour le candidat du parti que les élites de la localité soutenaient pendant l'élection présidentielle d'octobre 1992, en l'occurrence le candidat du RDPC. Or, les populations originaires de la province de l'Ouest avaient plutôt majoritairement choisi le candidat du SDF. Ce choix fut alors analysé par les partisans locaux du vote RDPC comme un acte de trahison, matérialisant la duplicité toujours reprochée aux Bamiléké.
- 41 Mais la violence survenue après la proclamation des résultats de l'élection présidentielle d'octobre 1992 n'eut pas pour seul cadre d'extériorisation, le sud du pays. De même, elle ne fut pas seulement l'œuvre des partisans du RDPC. Elle fut aussi celle de ceux du SDF et se manifesta avec davantage d'ampleur et de rugosité dans la province du Nord-Ouest, élevée en territoire privé de ce parti. Dans cette province en effet, la proclamation des résultats de cette élection s'est effectuée dans un contexte général de vive contestation de ceux-ci par la hiérarchie du parti, contestation dont les jalons remontent, ainsi que le souligne le Rapport sur l'élection présidentielle du 11 octobre 1992 de la direction des Affaires politiques du ministère de l'Administration territoriale, à la période d'attente de la proclamation desdits résultats.
- 42 « Les actions devant gravement porter atteinte à l'ordre public ont commencé bien avant la proclamation des résultats, par des réunions clandestines tenues par les leaders de l'Union pour le changement, Ni John Fru Ndi, Hameni Bieuleu, Sengat Kuo, Garga Haman Adj, Sanda Oumarou.
- Ces réunions visaient à intoxiquer l'opinion, à préparer psychologiquement les esprits à se soulever si les résultats publiés par la Cour Suprême venaient à être différents de ceux concoctés par ses leaders » (Rapport sur l'élection du 11 octobre 1992 : 24).
- 43 Outre ces réunions clandestines, un autre fait ayant posé les jalons de la scénographie de la violence électorale qui avait sévi dans cette province après la proclamation des résultats du scrutin fut l'auto proclamation de John Fru Ndi comme nouveau chef de l'État camerounais. En effet, le 21 octobre 1992 (deux jours avant la proclamation officielle des résultats par la Cour Suprême), à Church Center à Bamenda, le candidat John Fru Ndi s'autoproclamait chef de l'État en arguant qu'il aurait obtenu comme pourcentage 38,57 % contre 36,86 % au candidat du RDPC. La conceptualisation de cette attitude contestataire fut traduite par la non moins ironique formule « Victoire volée » par laquelle les partisans du SDF désignaient la victoire proclamée du parti au pouvoir. Immédiatement après la proclamation officielle des résultats le 23 octobre 1992, la province du Nord-Ouest

s'embrasa. Ont été les plus touchés, les départements de la Mezam (où résidait John Fru Ndi), Boyo, Ngo-Ketunja et Momo. Ils furent le théâtre de nombreux épisodes de violence orchestrés par des groupes de manifestants, militants supposés du SDF, contestant le résultat proclamant la victoire du candidat du RDPC et, de ce fait, revendiquant la restitution de celle-ci au candidat de leur parti. Les manifestations de rue qui s'en suivirent se transformèrent en occasions permettant de dénicher les responsables, militants supposés du parti au pouvoir et toute autre personne, voire parti politique, déclarés porter son soutien au premier.

- 44 À Bamenda, le document du ministère de l'Administration territoriale signale l'assassinat de Tita Fomekong, président du parti dénommé Cameroon National Party (CNP) et l'incendie de sa concession à Ngomgam. L'incendie des voitures et concessions de Mme Mundi, des *fon* de Balikumbat et Mankon, du Premier ministre Achidi Achu, de Mme Ngafor (collège NACHO), Nacho (Hôtel ressort 84), A. K. Ndikum, du préfet de Donga-Mantung, du député Akendji¹³.
- 45 Un membre du bureau de l'ancienne section RDPC de la Mezam en 1992 ayant été la cible des manifestants et dont la maison familiale fut incendiée par ceux-ci relate, au cours d'un entretien qu'il nous a accordé dans son domicile, la trame de l'épisode de l'attaque dont il fut victime après la proclamation des résultats du scrutin présidentiel d'octobre 1992.
- « Je me souviens que le jour où on a proclamé les résultats, je me trouvais là-bas en route au bar, en train de boire ma bière. Subitement, j'ai vu un groupe de près de 100 jeunes débarquer et me demander de sortir du bar et que si je ne sortais pas, ils allaient me faire voir. J'ai répondu que je ne sortais pas. Ils se mirent alors à lancer des projectiles (pierres et cailloux) sur le toit du bar et les vitres des fenêtres. Les éclats des vitres qui se cassaient ont blessé quelques autres clients qui se trouvaient dans ce bar au même moment. Quelques instants après, j'ai seulement vu comment ma maison était déjà en fumée. J'ai dû faire deux semaines en brousse. Ma femme était cachée par sa mère » (entretien du 11 novembre 2002).
- 46 Au cours de cet incendie déclenché par la foule des manifestants, une partie de la maison de cet ancien responsable départemental du RDPC avait effectivement été consumée par les flammes. Au moment où il nous reçoit en novembre 2002, les traces de fumée figuraient encore sur les murs de la partie de la maison qui fut sauvée des flammes, pendant que la partie détruite par celles-ci n'avait toujours pas été reconstruite. Poursuivant l'inventaire des biens qu'il perdit à cette occasion, notre informateur nous fera savoir que le petit bétail qu'il élevait à l'époque fut également entièrement décimé par les manifestants.
- 47 Le bilan des événements postélectorales de 1992, dans la partie anglophone du territoire en général et à Bamenda en particulier, ne se limita pas à des blessures infligées aux victimes (parfois innocentes) par les manifestants, à la destruction des biens des responsables et partisans supposés du RDPC à travers l'incendie de leurs propriétés. Ces événements entraînèrent aussi des pertes en vies humaines. Ce fut le cas du sous-préfet de Muyuka¹⁴ qui fut immolé par le feu le 23 octobre 1992 et de Tita Fomekong, brûlé vif sous le motif qu'il roulait pour le parti au pouvoir. C'est dans cette atmosphère que l'état d'urgence sera décrété sur l'ensemble du territoire de la province du Nord-Ouest par le président de la République¹⁵. Comme dans le sud, les foules surexcitées étaient majoritairement composées de jeunes désœuvrés faisant, pour leur part, montre d'un courage illimité. La description de certains épisodes d'affrontements entre les manifestants et les forces de l'ordre par le même informateur est révélatrice de ces faits.

D'un côté, des éléments des forces de l'ordre se postant en face de manifestants surexcités scandant des slogans (« Paul Biya must go ! ») contre le président de la République et son parti ou fantasmant sur l'après-Biya¹⁶ dès lors présenté en rose puisqu'il annonçait, selon l'imaginaire collectif forgé par ce parti à ce moment à travers le slogan (« suffer dont finish ! », « Finie la souffrance ! »), l'avènement d'une nouvelle ère où les souffrances endurées par les populations pendant le règne de Paul Biya ne seraient plus évoquées que comme tristes souvenirs d'une époque rentrée dans les archives de l'histoire politique du Cameroun. Le déploiement des forces de l'ordre était dicté, conformément à l'argumentaire officiel, par l'impératif de préservation de l'ordre public par les pouvoirs publics dans le cadre global des missions de souveraineté qui leur échoient. Pour cette raison, il était impérieux d'empêcher les manifestants de poursuivre leur agitation ou, tout au moins, de la contenir. Mais, de l'autre côté, les manifestants ne cachaient pas leur détermination à aller jusqu'au bout. Pour les disperser, l'armée lançait gaz lacrymogènes mais aussi grenades. Ces manifestants, militants et sympathisants du SDF reprenaient ces grenades pour les renvoyer aux militaires. Certaines d'entre elles éclataient entre leurs mains et les coupaient. La violence physique ainsi présentée s'accompagnait d'autres verbale et symbolique.

Les violences verbale et symbolique dans les scrutins politiques de l'ère de la démocratie au Cameroun

- 48 La violence ayant marqué les scrutins politiques français des deux derniers siècles, ainsi que nous avons pu nous en rendre compte, n'a pas été que physique. Elle fut aussi verbale et symbolique. Nous voudrions à présent nous intéresser à deux préoccupations imbriquées : d'abord répondre à la question de savoir si la violence électorale marquant les scrutins politiques de l'ère de la démocratie au Cameroun se manifeste, elle aussi sous les formes verbale et symbolique, ensuite et dans l'affirmative, nous atteler à restituer quelques moments de la scénographie de celles-ci pour les comparer à ceux qui marquèrent l'organisation des scrutins politiques en France.
- 49 Des travaux de Raymond Huard (1991 : 274), il ressort que la violence électorale verbale s'exprimait à travers des cris, des injures, des obscénités entre candidats et/ou partisans opposés, lesquels ponctuaient les campagnes électorales préparatoires à la tenue des scrutins. La violence symbolique quant à elle s'exprimait à travers l'occupation de l'espace public, le regroupement des partisans d'un candidat ou d'un parti politique devant le domicile du concurrent, les marches d'électeurs d'un candidat et d'un parti politique.
- 50 L'histoire des scrutins politiques de l'ère de la démocratie au Cameroun révèle que des comportements similaires s'y manifestent régulièrement en période électorale. Si nous prenons le cas de la violence verbale telle qu'appréhendée ci-dessus, il est aisé de constater qu'elle ponctue les différentes étapes de la socialité électorale de l'ère de la démocratie au Cameroun. Ici, campagnes électorales, scrutins proprement dits et proclamation des résultats sont des occasions privilégiées pour les candidats et leurs partisans, de s'insulter, s'invectiver, se défier et se tourner en dérision sur la scène publique. Pour mettre en relief l'effectivité de ces comportements, nous nous pencherons prioritairement sur le cas de l'élection présidentielle du 11 octobre 1992. Cette élection paraît significative dans le cadre de cette réflexion portant sur les violences verbale et symbolique perpétrées en période électorale. D'abord, celle qui s'y exprima fut l'œuvre de l'ensemble de la classe politique en compétition. Ensuite et surtout, la fréquentation des épisodes de cette violence conduit le chercheur à l'observation fondamentale que le

président-candidat (Paul Biya) en est l'un des maillons essentiels de production, tellement sa caractérisation des leaders de l'opposition au cours de la première période pré-électorale de la nouvelle ère dite de la démocratie en est empreinte. Durant les mois d'août, septembre et octobre de l'année 1991, le président Paul Biya avait visité les dix provinces que compte le pays dans le cadre, disait-il de « L'ouverture au dialogue et de la paix ». À chaque étape de ce déplacement national, l'hôte prononçait un discours. Ces communications du président de la République ont été publiées par le Cabinet civil (1991) de la présidence de la République sous le titre évocateur *Plaidoyer pour une vraie démocratie*.

- 51 Pourtant, la démarche adoptée par le président ignorait tout de l'esprit démocratique dans son volet acceptation de l'autre en tant qu'être humain, donc suscitant et méritant respect¹⁷. De la lecture des dix discours prononcés par le chef de l'État, il ressort que ce dernier, bien qu'affirmant que « ceux qui ne pensent pas comme vous doivent être considérés comme des adversaires politiques et non comme des ennemis à abattre » (*ibid.* : 31), s'abstient tout de même d'élarguer ses communications d'injures, opprobres et propos haineux dont elles étaient parsemées et qui dévoilaient la perception qu'il avait des leaders politiques de l'opposition. Chaque fois qu'il se référait à ces derniers, que cette référence soit explicite ou implicite, le chef de l'État les décrivait comme des « marchands de rêve et d'illusions qui promettent monts et merveilles, qui font des promesses irréalisables » (*ibid.* : 15). L'opposition, selon le chef de l'État, est constituée de « politiciens sans scrupules », « d'agitateurs en quête de notoriété » ou qui soudain « se découvrent une dimension nationale » (*ibid.* : 98). Il s'agit d'une « certaine classe politique qui brille par sa myopie » et qui initie pour cela des « actes irresponsables de violence et d'intimidation » (*ibid.* : 87) ; de « fauteurs de troubles et de division » (*ibid.* : 51) qui entreprennent d'« asphyxier », de « désorganiser », de « déstabiliser » le Cameroun (*ibid.* : 58) ; qui s'attellent à « ruiner l'économie du pays et à compromettre ainsi son avenir et opposer des Camerounais entre eux » (*ibid.* : 68 ; voir aussi Kamto 1993 : 217).
- 52 Ce recours intensif à l'opprobre par le leader politique au pouvoir à cette période d'apprentissage de la démocratie a une portée double. Parce qu'il est initié par le sommet de l'État, donc par l'élite politique la plus en vue, il est susceptible, à cause du caractère d'imitabilité dont est nantie toute élite, de produire un effet d'entraînement sur les autres responsables politiques des échelons intermédiaires de l'entreprise politique RDPC. Ceux-ci en effet le prendraient pour modèle et l'appliqueraient dans les différentes étapes du processus électoral et plus précisément lors des confrontations verbales avec l'opposition¹⁸. De même, l'opposition peut être amenée à mettre en application la même stratégie. L'organisation et le déroulement de la première vague des élections en 1992 ont effectivement, sur le terrain, produit cet effet dans les deux camps. Emboîtant le pas à leur président national, responsables politiques, candidats du RDPC et leurs partisans ont à satiété utilisé le même répertoire lexicologique élaboré par ce dernier en 1991 pour insulter ceux de l'opposition. De leur côté, les leaders politiques de l'opposition, les candidats aux élections issus de celle-ci ainsi que leurs partisans ont diffusé auprès des populations, avant, pendant et après les élections, une image de gouvernants (politiciens et fonctionnaires) camerounais constitués essentiellement de « prédateurs », « pilleurs » ou « voleurs » dont le comportement prévaricateur et l'incurie avérés ont favorisé le développement de la crise économique. Pour la majorité des partis politiques de l'opposition et le SDF en particulier, la classe politique issue du RDPC est faite de gouvernants excellant dans le vol et la mauvaise gestion du patrimoine national. Les

richesses nationales, dont la forêt et le pétrole par exemple, font l'objet d'un bradage orchestré par ces dirigeants assimilés à des « rapaces » et des « dictateurs incompetents » qui organisent la fuite des capitaux vers l'étranger.

- 53 Le deuxième compartiment de la portée du processus de recours intensif à l'opprobre s'appréhende au niveau de l'effet recherché par ses initiateurs. Dans une réflexion s'intéressant au pouvoir du langage, Pierre Bourdieu (1982 : 100) écrivait concernant les noms aussi bien commun que de qualité :

« [...] ils ont en commun avec eux une intention que l'on peut appeler performative ou, plus simplement, magique : l'insulte, comme la nomination, appartient à la classe des actes d'institution et de destitution plus ou moins fondés socialement, par lesquels un individu, agissant en son propre nom ou au nom d'un groupe plus ou moins important numériquement et socialement, signifie à quelqu'un qu'il a telle ou telle propriété, lui signifiant du même coup d'avoir à se comporter en conformité avec l'essence sociale qui lui est ainsi attribuée. »

- 54 Analysées sous l'éclairage de ces propos, les injures que les acteurs politiques d'un camp et leurs partisans adressent à ceux du camp adverse se saisissent comme des actes de destitution politique des seconds par les premiers et vice-versa. En proférant des injures aux acteurs du camp adverse, les acteurs d'un camp entendent signifier aux autres, leur incapacité à assumer, voire à prétendre assumer les fonctions politiques et, corollairement, entreprennent de s'instituer comme les seuls à même de le faire. Dès lors, il s'agit bien clairement d'un acte de destitution d'un palier d'acteurs par un autre et d'auto-institution. L'opérationnalité de cette lecture est attestée par la constance du discours présidentiel qui fait du recours à la violence verbale, une démarche tendant à s'institutionnaliser.

- 55 Cinq ans après les premiers discours marqués de violence verbale, prononcés dans les dix provinces du pays, la perception de l'opposition qui transparaissait de ceux-ci marque toujours la pensée du chef de l'État et président national du RDPC. Dans son discours d'ouverture du deuxième congrès ordinaire de ce parti, Paul Biya n'a pas, une fois de plus, ménagé l'opposition. Il l'assimilait « [...] aux sirènes de la facilité et de la démagogie » (*Cameroon Tribune* 1996 : 5). D'où cette interrogation : « Qui sont ces démagogues qui n'ont rien construit, qui ne peuvent s'entendre que pour détruire et dont l'ambition personnelle est le seul programme politique ? » (*ibid.*). Cette interrogation formulée, la position du parti qu'énonce son président, révèle une réelle constance dans la perception de l'opposition : « Nous ne laisserons pas les spécialistes de la diffamation, de la désinformation, de la division et de l'agitation précipiter notre pays dans le désordre et remettre en cause les acquis de notre jeune démocratie » (*ibid.*). Les scrutins législatif et présidentiel qui suivirent ces assises du parti au pouvoir ne pouvaient dès lors qu'être empreints eux aussi de violence verbale. Comme le mentionne le rapport d'observation desdits scrutins dans la partie concernant les élections législatives des 17, 18 mai et 3 août 1997, des propos et messages de campagne diffusés à cette occasion véhiculaient des incitations à la division et à la haine. À titre d'illustration, ce document signale : « les Bassa Mpoo doivent se dresser comme un seul homme face à l'envahisseur ennemi » ; « les bamiléké doivent aller voter chez eux » ; « Bello Bouba, Haoussa, veut venger ses frères tués dans le putsch et Fru Ndi, Bamiléké veut arracher les terrains aux Béti » ; « Béti fossoyeurs »... (Service œcuménique pour la Paix et la Promotion humaine 1998 : 63).

- 56 La violence verbale ainsi présentée s'exerce souvent dans un environnement conçu initialement pour la manifestation de celle symbolique. C'est le cas des marches

publiques, *sit-in*, et autres regroupements d'acteurs d'un camp politique devant le domicile d'un leader du camp opposé. Par ces actions, les initiateurs entendent d'abord exhiber et prouver leur capacité de mobilisation, donc la puissance de leur machine électorale. Comme nous l'avons signalé dans l'analyse de la violence physique postélectorale, précisément celle survenue après la proclamation des résultats d'un scrutin, les marches des militants et sympathisants supposés des deux partis qui nous intéressent, recèlent en elles une violence symbolique car, elles s'analysent comme tactiques d'intimidation des partisans du camp opposé et sont de ce fait une entreprise destinée à susciter la révision ou la correction de leur option partisane en vue de les arrimer à leur offre politique.

- 57 Après avoir démontré l'effectivité de la manifestation d'épisodes de violence dans le déroulement des scrutins dans une aire politique différente du Cameroun, il devient fondé de réfuter toute tendance d'analyse voyant en celle-ci, une singularité des comportements politiques exotiques, caractéristiques des sociétés politiques « arriérées » et « archaïques » du Sud. Le repérage d'épisodes de violence dans le déroulement des scrutins politiques d'ailleurs invite plutôt à analyser de tels comportements comme modalités d'expression politique des populations se situant dans le prolongement de la violence ordinaire puisant son fondement dans les relations sociales ordinaires, à un moment donné de l'histoire sociale et politique d'une société donnée. En d'autres termes, la violence dont est empreinte la pratique électorale apparaît comme l'expression d'une transplantation ou d'une reproduction, sur la micro-société politique, des formes de sociabilité ayant cours dans une société globale, à un moment donné de son histoire. Dans cette perspective, l'expression de la violence, mais surtout son degré d'acuité apparaissent comme le reflet du niveau de déviance sociale qui affecte la société globale au moment où les élections s'y tiennent. Cette déviance est, elle-même, la résultante de la fracture sociale que connaît ladite société.
- 58 En effet, en l'appréhendant dans ses différentes variations et contorsions combinant épisodes rugueux et tempérés, on débouche sur l'observation que la manifestation de la violence électorale sous sa double expression est fonction du contexte ou de la configuration sociopolitico-économique du moment et des spécificités des différentes aires politiques nationales. Les élections organisées en période de crises, tensions sociale et/ou économique, ouvertes parce qu'intervenant dans un environnement social trouble, font, non seulement l'objet d'une âpre compétition, mais aussi et surtout sont des occasions privilégiées d'embrasement et de transfert d'une conflictualité inter-communautaire ou inter-groupale latente parce que longtemps étouffée, ayant ses origines ailleurs (principalement dans la précarité d'une quête quotidienne des conditions sociales d'existence décente), dans la sphère politique où la tenue des élections offre un cadre d'extériorisation adéquat grâce à l'effervescence sociale qu'elle crée. À cet argument, il convient d'en ajouter un autre purement politique à savoir : l'exigence formulée par les bailleurs de fonds internationaux aux dirigeants africains dès la fin des années 1980, de distiller davantage de démocratie dans leurs États (Bayart 1991 : 5-20). Des tentatives d'application de l'option sociétale définie par cette nouvelle donne, ont été engendrées çà et là en Afrique, des processus de transition vers la démocratie (Conac 1993 ; Daloz & Quantin 1997) impliquant des réformes plus ou moins profondes touchant l'essentiel des domaines de la vie étatique. Ce processus de libéralisation visait tant les institutions de l'État que les comportements d'acteurs aussi bien du haut que du bas. Il

eut des conséquences immédiates dans le domaine des libertés publiques qu'il renforça tant bien que mal en instruisant, entre autres, la restitution (même partielle), aux populations, des libertés de pensée, d'association et de réunion leur permettant d'organiser des manifestations publiques qui engendraient très vite des épisodes de violence.

- 59 C'est dans ce type d'environnement que les scrutins fondateurs de mars et octobre 1992 se déroulèrent au Cameroun. Sur le plan de la configuration des institutions politiques, ces élections se tenaient dans un contexte où le système politique avait subi des modifications structurelles, partant de l'option monopartiste sous laquelle il a évolué pendant vingt-quatre ans (de 1966 à 1990), à celle pluripartiste. Au niveau économique, le pays traversait, au même titre que les autres États africains, une crise multiforme et multisectorielle qui obérait considérablement ses capacités d'intervention dans les multiples missions que lui dictait sa forme classique d'État-providence. En effet, le commun des mortels ressentait les effets de la crise à travers les compressions de personnels du secteur public, la fermeture ou la privatisation des sociétés publiques et parapubliques, le gel des recrutements dans la fonction publique, le rétrécissement du train de vie des agents publics, la baisse des salaires des mêmes agents, etc. L'instauration, voire le renforcement de la liberté de parole à ce moment précis de crise économique aiguë a eu pour effet de développer, au niveau des représentations collectives des populations, une lecture de la crise privilégiant, au moment de l'établissement de ses causes et principaux responsables, l'unique piste des dirigeants. S'enclenchait alors un véritable procès de ceux de l'époque, identifiés dès lors comme principaux responsables de la pauvreté dans laquelle vivait la majorité de la population. Ces critiques portées sur la gestion des dirigeants orchestraient, au niveau social, remous et ressentiments des victimes de la crise vis-à-vis du pouvoir auxquelles les scrutins de 1992 ont offert un cadre propice de manifestation. Appréhendées, dans une perspective comparative, par rapport au niveau de violence qui les caractérise, ces élections se tenant dans un contexte sociopolitico-économique marqué par des « enjeux saillants » sont le contraire de celles organisées en période d'accalmie sociale et donc d'absence d'« enjeux saillants » au cours desquelles la violence électorale connaît une ampleur édulcorée.

BIBLIOGRAPHIE

BAYART, J.-F.

1991 « La problématique de la démocratie en Afrique noire "La Baule", et puis après ? », *Politique africaine*, 43 : 5-20.

BOURDIEU, P.

1982 *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard.

CABINET CIVIL (présidence de la République)

1991 *Plaidoyer pour une vraie démocratie*, Yaoundé, Saint Paul.

CAMEROON TRIBUNE

1996 n° 2540.

CHARNAY, J.-P.

1964 *Les scrutins politiques en France, contestations et invalidations*, Paris, Armand Colin.

COLLECTIF « CHANGER LE CAMEROUN »

1993 *Le 11 octobre 1992. Autopsie d'une élection présidentielle controversée*, Yaoundé, C3.

CONAC, G. (dir.)

1993 *L'Afrique en transition vers le pluralisme politique*, Paris, Economica.

DALOZ, P. & QUANTIN, P.

1997 *Transitions démocratiques africaines. Dynamiques et contradictions (1990-1994)*, Paris, Karthala.

DÉLOYE, Y. & IHL, O.

1993 « La civilité électorale : vote et forclusion de la violence en France », *Cultures et Conflits*, 9/10 : 75-96.

DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES (Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation)

1992 *Rapport sur l'élection présidentielle du 11 octobre*.

GARRIGOU, A.

1988 « Le secret de l'isoloir », *Actes de la Recherche en sciences sociales* (« Penser la politique 1 »), 71-72 : 22-45.

1992 *Le vote et la vertu ; comment les Français sont devenus électeurs*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

GAXIE, D. (dir.)

1985 *Explication du vote. Un bilan des études électorales en France*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

HERMET, G., LINZ, J. & ROUQUIÉ, A.

1978 *Des élections pas comme les autres*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

HUARD, R.

1991 *Le suffrage universel en France*, Paris, Aubier.

IHL, O.

1993 « L'urne électorale. Formes et usages d'une technique de vote », *Revue française de science politique*, 43 (1) : 30-60.

KAMTO, M.

1993 « Quelques réflexions sur la transition vers le pluralisme politique au Cameroun », in G. C. ONAC (dir.), *op. cit.*, Paris, Economica : 209-236.

LA NOUVELLE EXPRESSION

2002 Du mercredi 24 juillet, n° 992 « Minat. Des administrateurs si vils... » (Valentin Siméon Zinga) : 4.

LE BON, G.

1963 [1895] *Psychologie des foules*, Paris, Presses universitaires de France.

LE MESSENGER

2002 Du vendredi 19 juillet, n° 1389 « contentieux électoral. La cour et le déni de justice » (Francis Ampère Simo).

MENTHONG, H.-L.

1998 « Vote communautaire au Cameroun : un vote de cœur, de sang et de raison », *Politique africaine*, 69 : 40-52.

MUTATIONS

2002 Du jeudi 18 juillet, n° 702 « La cour crée une jurisprudence » (Lazare Kolyang) : 3.

NKWI, P. & SOCPA, A.

1997 « Ethnicity and Party Politics in Cameroon : The Politics of Divide and Rule », in P. NKWI & F. NYAMNJOH (dir.), *Équilibre régional et intégration nationale au Cameroun. Leçons du passé et perspective d'avenir*, Yaoundé-Leiden, African Studies & Icarssrt : 138-149.

OFFERLÉ, M.

1993 « L'électeur et ses papiers. Enquête sur les cartes et les listes électorales (1848-1939) », *Génèses*, 13 : 29-53.

ROSANVALLON, P.

1992 *Le sacre du citoyen. Histoire du suffrage universel*, Paris, Gallimard.

SERVICE ŒCUMÉNIQUE POUR LA PAIX ET LA PROMOTION HUMAINE

1998 *Les élections camerounaises de 1997. Éléments du rapport final d'observation*, Yaoundé, Éditions du service Humanus.

SINDJOUN, L.

1994a *Construction et déconstruction de l'ordre politique au Cameroun. La socio-genèse de l'État*, Thèse de doctorat d'État en Science politique, Yaoundé, Université de Yaoundé II.

1994b « La cour suprême, la compétition électorale et la continuité politique au Cameroun : la construction de la démocratie passive », *Africa Development*, XIX (2) : 21-69.

1997 « Élections et politique au Cameroun : concurrence déloyale, coalitions de stabilité hégémonique et politique d'affection », *Revue africaine de science politique*, 2 (1) : 89-121.

SOCAPA, A.

2000 « Les dons dans le jeu électoral au Cameroun », *Cahiers d'études africaines*, XL (1), 157 : 91-108.

THABAULT, R.

1982 *Mon village. Ses hommes, ses routes, son école*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

TUDESQ, A.-J.

1985 « Les comportements électoraux sous le régime censitaire », in D. GAXIE (dir.), *L'explication du vote. Un bilan des études électorales en France*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques : 107-125.

ZAMBO BELINGA, J.-M.

1998 « L'opprobre dans le discours politique au Cameroun : de l'époque coloniale à nos jours », *Annales de la faculté des Arts, Lettres et Sciences humaines de l'Université de Ngaoundéré*, III : 77-97.

2002 « Démocratisation, exacerbation identitaire et rivalités ethniques : le cas du Sud-Cameroun », *Africa Development*, XXVII (1 & 2) : 175-204.

NOTES

1. Pour mettre en relief l'intensité du contentieux électoral de l'ère dite de la démocratie, signalons à titre purement indicatif que la Chambre administrative de la Cour Suprême a

été saisie, pour les seules élections législatives du 30 juin 2002, de près de cent cinquante-cinq recours dont cinq introduits avant le scrutin avec des motifs tels que le rejet de la liste de candidature d'un parti dans une circonscription, la contestation sur la régularité des élections, la contestation d'une décision de la commission de supervision de ces élections à Ayos, etc. Les cent cinquante autres ont été introduits après la publication des résultats de ladite élection (Source : Archives de la section des appels du contentieux administratif de la chambre administrative de la Cour Suprême). À l'issue de ce volumineux contentieux, la Cour Suprême a fait droit à neuf recours et fait annuler les élections dans huit circonscriptions électorales (le Nyong et So, la Benoué-ouest, le Mbam et Kim, la Sanaga Maritime, la Mefou et Akono, la Mifi, les Bamboutos et la Mémé) tout en contraignant le RDPC à un partage de sièges avec le SDF dans le Haut Nkam. Ce verdict de la Cour Suprême fut pourtant accueilli avec un enthousiasme édulcoré par certains organes de la presse privée qui ne l'ont pas épargné de critiques. Lire à ce sujet *Le Messager* n° 1389 du 19 juillet 2002 (p. 5) ; *Mutations* n° 702 du 18 juillet 2002 (p. 3). Quelques raisons de ces multiples annulations prononcées par la Cour Suprême ainsi que certaines pratiques orchestrées par les autorités administratives en faveur du parti au pouvoir et ayant fondé la décision de la Cour ont été révélées dans *La Nouvelle Expression* n° 992 (p. 4).

2. Mais les réflexions menées ici sont mal comprises dès lors qu'elles sont interprétées comme une entreprise consistant à fournir une caution, sous la bannière théorique du paradigme sociologique évolutionniste, à la pratique électorale en cours dans le pays en soutenant qu'elle est appelée à parcourir un certain nombre d'étapes pour atteindre une certaine maturité. Notre position se situe en effet aux antipodes d'une telle conviction. À notre sens, si les démocraties dites « avancées » en général et en France en particulier ont connu cette perversion électorale au moment où le suffrage universel y était instauré, celle-ci résultait des difficultés orchestrées par l'introduction d'une nouvelle technologie d'organisation des sociétés qui, comme toute nouveauté, rencontrait des pesanteurs au niveau des acteurs sociaux et nécessitait forcément un apprentissage. Cette argumentation pourrait être utilisée pour servir d'objection à notre propre assertion si elle faisait l'objet d'une récupération hâtive. En revanche, une confrontation des contextes historiques de la France au moment de l'adoption du suffrage universel et du Cameroun laisse apparaître des différences significatives. Si le premier pays évolue dans une situation pionnière qui ne peut se passer de ratés, le second, quant à lui, évolue dans un contexte où les erreurs suscitées par les expériences fondatrices des autres ont, au moment où il s'oriente vers la démocratie, connu un degré suffisant de correction. Qui plus est, ce processus de civilisation des pratiques électorales fait l'objet d'une maîtrise des élites politiques endogènes auxquelles échoient la responsabilité de la conduite du processus de démocratisation en cours dans le pays. La présence manifeste de la perversion dans la pratique électorale du terroir ne saurait dès lors être la résultante d'un amateurisme juvénile, ainsi qu'on pourrait le penser du cas français. Sa lisibilité paraît davantage pertinente lorsqu'elle est appréhendée comme réaction réprobatrice de la démocratie par la classe politique nationale.

3. La reproduction, par les populations, de comportements de violence en période électorale a suscité, au niveau épistémologique, une réflexion tentant de développer une explication dépassant toute argumentation fondée sur l'imagerie de la barbarie. L'apport des théoriciens de la foule à cette réflexion fut déterminant. Selon Gustave Le Bon (1963 : 107) par exemple, les caractères de la foule sont : « La faible aptitude au raisonnement, l'absence d'esprit critique, l'irritabilité, la crédulité et le simplisme. » Dans cette perspective, les foules électorales apparaissent comme des foules crédules et les

contestations électorales attribuaient dès lors les responsabilités de la sauvagerie aux candidats ou à leurs agents (GARRIGOU 1992 : 123) ; voir aussi HUARD (1991 : 285).

4. Trois pointeurs d'un concurrent du candidat officiel, lors de l'élection de 1876 à Avignon, racontent comment ils ont été victimes de cette violence du camp adverse en se faisant évincer de la salle de vote. « Le premier expliquait comment un individu "lui a mis la main au cou ; un autre m'a saisi par derrière ; on m'a enlevé mon calepin". Il réclamait et déclenchait des rires : "Qu'est-ce qu'il a celui-là ? Qu'on lui a pris son calepin ? Il plaisante ! Nous n'avons rien vu." Le second se tenait dans l'embrasement de la fenêtre : "Je lisais mon journal. Tout à coup, j'entendis un grand bruit. Je me retournai et vis un groupe d'individus qui venaient d'assaillir Ribière" [...]. Il me dit : "On vient de m'arracher violemment mon calepin." Je vis à ce moment Grisoul qui s'en allait, la main cachée dans sa poitrine sous ses habits. Je supposais qu'il emportait ce carnet. Je pris alors mon calepin et me mis à pointer [...]. Au bout d'un quart d'heure, les individus s'approchèrent de moi et j'étais prêt à résister. [Son attention était détournée] "On me fit sauter le calepin des mains. Je me retournais et réclamais mon calepin. On me répondit : 'Ce n'est pas moi'. Je dis alors : Il me faut mon calepin, il y a de l'argent dedans. On me répliqua : 'Il vous est tombé des mains'. On s'écarta et je vis mon calepin par terre, piétiné et couvert de boue. 'Tenez, le voilà'" » (GARRIGOU 1992 : 156).

5. De nombreux autres récits décrivant les tensions et affrontements qu'engendraient les réunions électorales et l'après-proclamation des résultats des scrutins sont ressassés par l'auteur. Ainsi en est-il de celui-ci : « À Marseille en 1902, la réunion électorale d'un candidat était attaquée par une centaine de manifestants : "On échangea des coups de poing et de canne [...], les assaillants refoulés tirèrent alors des coups de revolver et quatre personnes furent blessées par les projectiles..." Le jour du scrutin, "l'animation a été extrêmement vive dans toute la ville. Plusieurs milliers de personnes étaient, vers 9 heures, massées devant les transparents de la Canebière, attendant les résultats". Après leur proclamation, des rixes interviennent. Devant le siège du comité de l'Union républicaine radicale-socialiste, "les manifestants ont jeté des pierres contre les glaces du café, puis débordant les agents trop peu nombreux, ils ont fini par envahir le café. Tout a été brisé". Sans pouvoir la séparer radicalement de l'ancienne violence communautaire, cette violence électorale perdurait sur de nouvelles bases plus spécifiquement politiques qui la confinaient à des hommes et à des militants. Des candidats commençaient à prévenir les risques en s'entourant de gardes du corps. Dans certaines réunions électorales, on organisait préventivement un service d'ordre » (GARRIGOU 1992 : 114 et 41). Le déroulement des scrutins s'est vite entouré, lui aussi, ainsi que le relèvent Yves DÉLOYE & Olivier IHL (1993 : 89), de précautions identiques : « Des dizaines d'années après l'épisode de 1848, les autorités préfectorales craignent encore que les opérations électorales ne soient perturbées par des manifestations qui remettraient en cause l'ordre démocratique. C'est ainsi que lors du scrutin législatif du 27 avril 1902, la préfecture de Police de Paris a mobilisé plus de cent quarante gendarmes et près de neuf cents fantassins et cavaliers de la Garde Républicaine. Symboliquement, le poste militaire de l'Élysée a également été doublé. Loin d'être seulement le reflet de l'agitation nationaliste, ce déploiement de force se retrouve chaque jour d'élection. Une réalité qui contraste avec la représentation que donne la presse parisienne du déroulement électoral. Les principaux organes de presse insistent toujours, eux, sur la dimension paisible et sereine du vote. » Pour ces auteurs, cette mobilisation de la violence légitime reflète une inégale pacification de l'espace électoral (DÉLOYE & IHL 1993 : 90-91).

6. En guise d'exemples, les deux contes suivants de témoins rapportés par notre auteur. En 1898, dans la circonscription de Lille, « une bande d'individus criant vive Monsieur Dunon dans ce nombre il en avez avec des fourches, des bâtons et des pelles, en disant qu'il n'en avez pas un qui oserez crier vive Masurel, en voyant leur état de surexcitation personne ne répondis alors ils passèrent leurs colères sur un porteur de bulletin de Masurel, ou toute la bande frappa sur ce Malheureux qui se nomme Auguste Lefebvre. Heureusement que quelque personne charitable l'ont fait rentrer chez eux san quoi ? » ; « Des gens de Saint-Dié sont venus chez moi, ceux que l'on appelle les gens de la bande boulangiste. Ils ont fait du bruit ; ils ont même éteint la lampe, nous avons été obligés de monter au premier. Ils ont donné des bousculades à ma mère. Un coup de revolver a été tiré. Ils n'étaient pas six mais l'un d'eux a dit : je n'ai qu'un coup à donner et les quatre arriveraient. Ces hommes étaient armés de gourdins et de cannes-épées » (GARRIGOU 1992 : 111).

7. Lors des élections municipales de 1904 par exemple, un millier de personnes ont parcouru les rues du XVIII^e arrondissement avec des lampions acclamant l'élection de « leur » candidat. Selon le récit du fonctionnaire de police municipal : « Ils ont promené une sorte de soutane qu'ils voulaient brûler sur la place. J'ai fait sortir la soutane. Le Grandais, monté sur une table devant le 74 de la rue du Mont-Cenis se mit à prononcer un discours devant 1 200 assistants qui se proposent de le porter en triomphe... » (DÉLOYE & I HL 1993 : 94).

8. Les meetings autorisés n'étaient pourtant pas à l'abri d'épisodes de violence. « Le 10 octobre 1992, Fru Ndi échappe à un attentat grâce à la vigilance des militants présents au meeting de clôture de sa campagne présidentielle à Yaoundé. Un officier de l'armée, celui-là même qui était sur le point de tirer sur Fru Ndi avec une arme à balles explosives, y trouve la mort. On retiendra que quatre personnes avaient été également désarmées ce jour par la foule » (COLLECTIF « CHANGER LE CAMEROUN » 1993 : 84).

9. Cette décision, selon les justifications de notre informateur, est la résultante d'une certaine immaturité constatée de l'opposition. « Nous avons commencé, dès 1991, à sensibiliser l'ensemble de l'opposition sur la stratégie à conduire pour faire face au RDPC. Au cours de cette année, j'ai commencé à lancer la campagne pour une candidature unique de l'opposition sous diverses formes. D'abord, au niveau des législatives, qu'on fasse le tour des partis politiques en voyant au niveau de la carte, les mieux implantés dans les différentes régions et que tous les autres partis représentés dans ces régions votent pour le parti le mieux implanté. C'était assez simple à concevoir mais très difficile à comprendre parce que lorsque j'ai pris contact, à travers une connaissance (le futur député Moukori Priso), avec Fru Ndi, j'ai essayé de lui expliquer. Il a dit qu'il ne comprenait pas et qu'il fallait que je monte à Santa pour le rencontrer avec ses conseillers. À l'époque, il y avait les "villes mortes", c'était une sorte de défi. Mais je suis allé à Santa pour lui expliquer comment est-ce que les choses pouvaient être conduites. Mais c'était l'époque où un membre du RDPC a commencé à prendre ses distances et à manipuler un peu l'opposition. C'était notre ami Sengat Kuoh qui a appuyé pour dire que moi je ne venais là que pour défendre mon frère Biya, ce qui a amené tout de suite le SDF à se braquer et à dire que non, de toutes les façons, on va boycotter ces élections. J'ai dit mais non, si on boycotte ces élections, on fera une faute historique que nous payerons pendant longtemps et c'est ce qui s'est passé. » Pendant la phase préparatoire de l'élection présidentielle anticipée du 11 octobre 1992, cette attitude rétive des leaders du SDF a cédé la place, ainsi que la suite de notre entretien nous permet de le découvrir, à

l'ostracisme politique. « Les données des présidentielles étaient floues si bien que le RDPC ayant vu l'impact que nous avons eu avait besoin de notre soutien. C'est là que Owona Joseph a eu à expliquer ce qui s'est passé. Owona avait notre impact dans l'Océan, il fallait donc obtenir notre soutien. » « Moi ayant pris contact avec l'opposition pour les législatives, j'ai quand même fait l'effort d'essayer de revoir ce que l'opposition pouvait faire pour les présidentielles. Je suis allé voir Songo Priso qui était un ami à mon père pour lui dire que l'opposition doit aller à l'élection présidentielle unie et en ratissant large. Il dit non, les choses sont déjà réglées au niveau de cinq partis politiques. Ils ont dit qu'on ne peut pas ratisser large parce que ce sera incontrôlable. J'ai dit mais incontrôlable ça veut dire quoi ? Les gens votent pour un candidat, on essaye d'élaborer un schéma et on s'exprime démocratiquement. Qu'est-ce que ça veut dire incontrôlable ? Il dit mais non si vous voulez participer, il faut que vous fassiez une demande écrite pour figurer parmi les partis qu'il faut. Je lui ai dit : le principe d'une élection, surtout une élection présidentielle, c'est qu'il faut réunir les forces plus que l'adversaire. Donc, ce que fait le RDPC de ratisser large, c'est juste. Vous dites qu'il faut que je pose ma candidature alors que mes voix peuvent bien, même une voix peut bien, du point de vue de la définition d'une élection, une voix peut vous faire perdre l'élection ou vous faire gagner l'élection. J'ai dit non. Première chose, je suis contre ce principe. Deuxième chose, si ce montage est fait pour que ce soit M. Fru Ndi qui passe, je dis que dans ces conditions là, Biya est encore préférable parce que je suis un patriote et je ne peux pas, parce que je veux avoir l'étiquette opposition, accepter que le pays aille dans le chaos parce que moi j'ai discuté avec Fru Ndi, je considère que dans les conditions actuelles, lui confier le pays c'est une catastrophe. C'est dans ces conditions là que je vais devoir soutenir Biya comme le moindre mal. J'ai dit ceci explicitement le moindre mal. »

10. D'autres localités connurent aussi cette violence en période de campagne électorale. Qui plus est, les affrontements caractéristiques de la violence physique en période de campagne électorale n'opposaient pas que les partisans du RDPC à ceux du SDF. Lors des élections législatives des 17, 18 mai et 3 août 1977, « [...] la circonscription électorale du Mayo Rey par exemple a été le théâtre d'une confrontation meurtrière entre certains éléments de la garde du Lamido de Rey Bouba, et des militants de l'UNDP s'y étant rendus pour battre campagne. Les faits, tels que relatés par la presse, font état d'une embuscade tendue par la milice privée du Lamido, au cortège du député Koulagna Nana, dans la nuit du 11 au 12 mai, et qui a débouché sur de violents affrontements, s'étant soldés par trois (3) morts du côté des dogari (milice du Lamido) et deux (2) du côté de l'UNDP (les nommés Moussa Voli et Sawalda) » (SERVICE ŒCUMÉNIQUE POUR LA PAIX ET LA PROMOTION HUMAINE 1998 : 63). Cette violence n'a pas été sans effet sur la compétition électorale dans cette circonscription. En effet, les résultats du premier scrutin du 17 mai ayant été annulés, des élections partielles y furent reprogrammées le 3 août. Une nouvelle campagne électorale devait être organisée à cet effet. Mais l'UNDP, selon la même source (*ibid.* : 114), s'abstint d'aller une seconde fois en campagne dans cette terre attribuée unilatéralement au RDPC par le seul Lamido de la localité. En restant toujours dans le cadre des violences physiques orchestrées en période électorale dans des localités autres que la province du Nord-Ouest, le même document signale un autre cas survenu dans la province de l'Adamaoua lors de la campagne en vue des élections partielles du 3 août 1997 concernant la circonscription électorale du Mayo Banyo. « L'épouse de Zacharie Ngniman, tête de liste RDPC dans le Mayo Banyo, est froidement poignardée par son cuisinier le jour même où ce dernier doit procéder au lancement de ses activités de campagne » (*ibid.* : 109). Comme le signale ce

document, la coïncidence de ces deux événements suscite des interrogations relatives au probable lien qui existerait entre ceux-ci.

11. Le maire à l'époque assurait les fonctions de président de bureau de vote.

12. Sur les affrontements survenus entre Bulu et Bamiléké dans la province du Sud, suite à l'élection présidentielle d'octobre 1992, précisément dans les villes de Sangmelima et Ebolowa, voir Joseph-Marie ZAMBO BELINGA (2002 : 175-204).

13. À Tubah, le collège du Dr Abetty (alors en fonction dans les services du Premier ministre, puis ministre chargé de missions à la présidence de la République) fut incendié. À Bali, ceux qui ont fait campagne en faveur du candidat Paul Biya ont été punis. C'est ainsi que M. Tata Fogung, secrétaire général du ministère de l'Environnement et des Forêts et le directeur de l'école publique du centre ville ont été particulièrement atteints. Dans le Boyo, l'administrateur municipal, les députés et le ministre Francis Nkwain furent les principales cibles. Par ailleurs, une tentative d'incendie du château d'Aladji Baba Ndawara ainsi que la prise de son bétail ont échoué. Monsieur Tang Théodore, adjoint d'arrondissement de Fundong, alors logé dans l'immeuble du maire, perdit ses effets immobiliers. Dans la Momo, le secrétaire d'État à l'Éducation, M. Yunga Teghem, MM. Ncho, Akum Fomun ont vu leurs biens détruits par le feu. Outre l'assassinat de Tita Fomekong, on a signalé, du côté des manifestants, la perte de six vies humaines dont deux à Bali, une à Bamenda, deux à Ndop et une à Boyo. Des blessés étaient aussi signalés du côté des forces de l'ordre dont le commandant de brigade de Ndop qui avait perdu quatre dents.

14. Pendant le scrutin présidentiel du 11 octobre 1992, cet arrondissement a été le terrain de prédilection de nombreuses fraudes et autres atteintes flagrantes aux règles de régularité du vote. Dans cette optique de fraudes et de manipulation du scrutin au profit du parti au pouvoir, plusieurs bureaux de vote implantés dans cet arrondissement n'ont été ouverts qu'entre 15 heures et 18 heures (COLLECTIF « CHANGER LE CAMEROUN » 1993 : 99), afin d'empêcher les populations acquises au SDF d'exercer leur devoir de citoyen. C'est l'application de cette stratégie d'obstruction du SDF qui a mis le feu aux poudres après l'annonce de la proclamation des résultats dudit scrutin.

15. Mais il convient de préciser tout de même que la province du Nord-Ouest, et contrairement à ce qu'une interprétation hâtive de l'instauration de l'état d'urgence pourrait laisser croire, était loin d'être un cas atypique en ce qui concerne la violence électorale. En effet, dans le centre, le sud, l'extrême nord et l'Adamaoua, des scènes de violence similaires avaient effectivement eu cours dans un contexte où, comme l'ont perçu les auteurs anonymes de l'ouvrage présentant le déroulement du scrutin du 11 octobre 1992 (COLLECTIF « CHANGER LE CAMEROUN » 1993 : 137), une double décantation (politique et géographique) semblait avoir divisé le Cameroun en deux camps bien distincts retranchés, où régnaient l'intransigeance et l'exclusion mutuelles, et qui se livraient une guerre sans merci, à coups d'assassinats, d'incendies, de destructions, d'intimidations, de mensonges et de démentis...

16. Dont la restitution de la « victoire volée » au SDF pour laquelle ils manifestaient en était la condition *sine qua non*.

17. La réflexion esquissée ci-dessous restitue en partie le contenu de notre article (ZAMBO BELINGA 1998 : 77-97) analysant la pratique démocratique au Cameroun dans le contexte spécifique du pluralisme politique des années 1990 et, corollairement de la compétition électorale. Dans ce travail en effet, nous avons mis en exergue, à travers une démarche comparatiste, la reproduction, au cours des épisodes de la compétition électorale de la

décennie 1990, d'une sorte de mémoire des pratiques et mœurs politiques héritées de la première expérience de pluralisme politique (1960-1966) du Cameroun indépendant. Une fréquentation des épisodes de la compétition électorale de cette première ère laisse observer un recours permanent, par les acteurs en compétition, à l'opprobre comme stratégie de banalisation des adversaires politiques.

18. Ce cas de figure se vérifia trois jours avant la tenue du scrutin présidentiel du 11 octobre 1992. Le 8 du même mois, M. Kontchou Kouomegni, alors ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement de l'époque, soutenait qu'en aucun cas, « le régime en place ne peut laisser le pouvoir entre les mains du "fasciste" Fru Ndi » (COLLECTIF « CHANGER LE CAMEROUN » 1993 : 84). Cette position ne faisait qu'entériner celle, tenue deux jours avant (le 6 octobre) par le président-candidat à Monatélé dans la province du Centre. En campagne dans cette localité déclarée vivier du parti au pouvoir, il appelait les Camerounais à « choisir le Renouveau pour éviter le chaos » (*ibid.*).

RÉSUMÉS

Qu'il s'agisse des imaginaires collectifs se construisant autour des scrutins politiques organisés en Afrique en général et au Cameroun en particulier depuis l'avènement de la démocratisation ou de certaines lectures suscitées par une frange des analystes de la scène politique africaine de l'ère de la démocratisation, la permanence et l'enracinement du phénomène de la violence en période électorale se conceptualisent comme traduction en actes d'une réelle absence de maturité politique de populations jugées encore frustrées, donc produisant des comportements contraires à la citoyenneté démocratique. Pourtant, la déviance électorale dans sa composante violence est, contrairement à ce qu'une telle perception pourrait laisser penser, loin d'être une création des sociétés politiques africaines. C'est cette non-singularité des sociétés politiques africaines dans la production de la violence en période électorale que ce travail entreprend de visiter. Il se construit autour de deux préoccupations fondamentalement corrélées. La première consiste à mettre en relief, à partir de la prospection d'aires politiques et culturelles différentes et dans une démarche transversale, l'effectivité de l'expression et de la manifestation du phénomène de la violence dans les scrutins politiques d'une vieille démocratie (France) en ressortant les similitudes et convergences que les épisodes qui ont marqué les scrutins de cette aire politique affichent en comparaison avec ceux produits actuellement au Cameroun. La seconde, se fondant sur ce constat, initie une autre lecture de la violence électorale dont l'expression en période électorale cesse d'être la résultante d'un archaïsme supposé des populations pour se cerner davantage comme le transfert, dans le champ politique, de la conflictualité sociale ordinaire sous-tendue par la quête quotidienne du bien-être social des groupes sociaux dans un contexte de rareté permanente.

The Scenography of Deviance in Political Consultations. Violence as an Electoral Phenomenon. – Whether it is collective *imaginaires* being built around political consultations held in Africa in general or in Cameroon in particular since democratization, or some analysts' writings on the African political scene in the democratization era, the permanent and rooted nature of the violence phenomenon in electoral times is conceptualized as the translation into acts of a serious lack of political maturity amongst populations that are perceived as unpolished and therefore behaving in ways

contrary to democratic citizenship. However, the violent component of electoral deviance is far from being the creation of African political societies. It is precisely this non-uniqueness of African political societies in the production of violence in electoral times that this study will focus on. This article is built around two fundamentally intertwined concerns. The first one is to bring out the effectivity of the expression and manifestation of the violence phenomenon in the political consultations held in different political and cultural areas—e.g. an old democracy, France—by identifying similar and converging aspects with Cameroon today. The second concern, based on this observation, initiates a new reading of electoral violence, the expression of which ceases to be the result of an alleged archaism to become the transfer, in the political field, of ordinary social conflictuality underpinned by the daily quest for the social well-being of social groups in a context of permanent rarity.

INDEX

Keywords : elections, démocratisation, élections, comparatism, political behaviour, démocratisation, electoral violence

Mots-clés : comparatisme, comportement politique, violence électorale

AUTEUR

JOSEPH-MARIE ZAMBO BELINGA

Département de sociologie et anthropologie, Université de Yaoundé I, Cameroun.